

ALGÉRIE - RUSSIE
Le Président Bouteflika reçoit le secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie
P. 24

ALGÉRIE - UNION AFRICAINE
Fin des travaux du 30^e sommet de l'UA
P. 24

ALGÉRIE - BELGIQUE
Le ministre belge des Affaires étrangères entame une visite de travail en Algérie

Le ministre belge des Affaires étrangères se recueille à la mémoire des martyrs de la guerre de Libération nationale

M. Messahel tient une séance de travail avec son homologue belge
P. 24

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, NOUREDDINE BEDOUI, L'A INDIQUÉ À BEJAIA :

« L'emploi des jeunes est la priorité des priorités »

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a souligné, lundi à Béjaia, que l'emploi des jeunes, notamment des diplômés constitue, sur instruction du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, la priorité des priorités. Une importance capitale leur est consacrée afin de prendre en charge leurs aspirations et leurs offrir l'occasion de s'accomplir et réaliser leurs projets, a-t-il précisé en marge d'une visite de travail effectuée dans la wilaya et au cours de laquelle, il a pris le pouls, de l'implication de la frange juvénile dans l'acte d'investir, notamment au travers des divers mécanismes d'aides mis en œuvre par l'Etat.



P. 3



ARMÉE
Gaïd Salah en visite de travail et d'inspection à la 1^{ère} Région militaire à Blida (MDN)
P. 3

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS ABDELGHANI ZAALANE, L'A INDIQUÉ LUNDI À ALGER :
« Air Algérie n'est pas en situation de faillite »
P. 3

HABITAT
M. Temmar met l'accent sur la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation des programmes de logement
P. 3

UNIVERSITÉ
Grève à l'ENS de Bouzeréah: le Conseil scientifique appelle les étudiants à faire preuve de responsabilité
P. 5

SANTÉ

MAL DE DOS
Et si c'était une maladie inflammatoire ?
P. p 12-13

ECONOMIE

ALGÉRIE - FRANCE
L'investissement des entreprises françaises en «plein développement» en Algérie
P. 7

FOOTBALL

LIGUE DE FOOTBALL PROFESSIONNEL :
Said Allik « intéressé » par la présidence de la LFP
P. 22

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME
Identification du septième terroriste parmi les huit abattus à Khenchela
P. 3

ALGER

Lancement samedi du projet «Ecodzair»

Un nouveau projet appelé "Ecodzair", visant à renforcer la collaboration entre la wilaya d'Alger et la société civile algéroise, pour faire face aux défis environnementaux et améliorer le cadre écologique de la capitale, sera lancé samedi à Alger. Ce projet, impliquant dix (10) associations

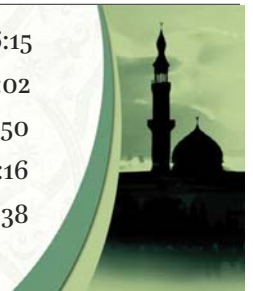
spécialisées dans le domaine environnemental au niveau de la wilaya d'Alger, vise à rendre "effective" la participation de la société civile locale qui devra travailler côte à côte avec la wilaya d'Alger pour l'initiation d'actions environnementales "efficaces" au niveau de la capitale.



Horaire des prières

Mercredi 14 Joumada al oula 1439

Fajr	06:15
Dohr	13:02
Asr	15:50
Maghreb	18:16
Isha	19:38



LES 5 AU 6 FÉVRIER À ALGER

Atelier sur les paramètres d'identification de l'acidification des mers et océans



L'acidification des mers et océans, devenu un des problèmes majeurs auquel fait face l'équilibre écologique marin, fera l'objet d'un atelier de formation les 5 et 6 février à Alger, portant sur les paramètres permettant l'identification de la présence de ce phénomène. Le problème de l'acidification

étant invisible à l'œil nu et ses effets ne se ressentent pas autant que la hausse des températures ou l'élévation du niveau des mers, une formation technique est nécessaire pour pouvoir étudier le phénomène de près. Abordant les mesures de paramètres de la chimie des carbonates en eau de mer dans le cadre de l'acidification des mers et des océans, cet atelier se tiendra au niveau de la station de recherche scientifique de l'Ecole nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (ENSSMAL) à Sidi Fredj (Alger).

LES 17 ET 18 FÉVRIER

AU PALAIS DE LA CULTURE

Salon de l'étudiant et des nouvelles perspectives



Le Palais de la Culture Mourfdi-Zakaria, abritera les 17 et 18 février, le Salon de l'étudiant et des nouvelles perspectives (Khotwa). Au programme du salon : Formations, at-

eliers, conférences, jeux-concours, et une grande exposition des universités nationales et étrangères, ambassades, écoles de formation, et des recruteurs.

LE 9 FÉVRIER À ORAN

6^e Journée de cardiologie pédiatrique

La Société de pédiatrie de l'Ouest, organise le 9 février à l'hôtel Liberté d'Oran, la 6^e Journée de cardiologie pédiatrique sous le thème : «Les cœurs uni-ventriculaires». Le thème choisi est un sujet en constante évolution, d'un groupe très hétéroclite de malformations cardiaques. Des spécialistes nationaux et internationaux vont décortiquer le sujet, en insistant d'abord sur les fondamentaux (embryologie, anatomie et épidémiologie des ventricules uniques), puis par mettre le point sur la prise en charge complexe et individualisée de ces malformations graves. Les participants tenteront d'apporter quelques éléments de réponse sur la définition des objectifs thérapeutiques, le suivi à court et long terme et la prise en charge des complications chroniques.



GALERIE COULEURS ET PATRIMOINE

Exposition de Mounia Ziane

La galerie d'art Couleurs et Patrimoine, abrite jusqu'au 6 février 2018, une exposition d'art plastique de l'artiste peintre Mounia Ziane intitulée «Cris et chuchotements».



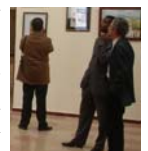
Météo

	Max	Min
Alger	18°	06°
Oran	19°	07°
Annaba	18°	06°
Béjaïa	16°	04°
Tamanrasset	22°	12°

CERCLE FRANTZ-FANON

«Vision sur la peinture algérienne»

Le Cercle Frantz-Fanon de l'Office Riadh El Feth, abrite jusqu'au 31 janvier, une exposition privée de Omar Khiter intitulée «Vision sur la peinture algérienne».



JUSQU'AU 18 FÉVRIER À L'OMS D'EL ACHOUR

2^e édition de la coupe «Djamila» consacrée au handball féminin



A l'occasion de la commémoration du double anniversaire de la grève des huit jours, correspondant au 28 janvier de chaque année, et la Journée du martyr (18 février), l'Olympique sportif des étudiants universitaires en collaboration avec la direction des œuvres universitaires d'Alger-Centre, organise du 27 janvier au 17 février à la salle omnisports (OMS) d'El Achour, la 2^e édition de la coupe «Djamila» consacrée au handball féminin, avec la participation de huit établissements universitaires. Initié sous le patronage de la DJS d'Alger sous le thème «Héroïnes sans peur avec un grand cœur», la coupe est dédiée aux porteuses de bombes pendant la bataille d'Alger en l'occurrence : Djamil Bouhired, Djamilia Boupacha, Djamilia Bouazza et Djamilia Amrane Minne.

DU 3 AU 17 FÉVRIER À TEBESSA

Salon national du livre

Sous le patronage du ministère de la Culture, la maison de la culture Amine El Amoudi de la wilaya de Tébessa, abritera du 3 au 17 février, le Salon national du livre. La manifestation verra la participation d'une trentaine de maisons d'édition.



DU 20 AU 22 FÉVRIER À ALGER

7^e Colloque maghrébin de géophysique appliquée

Le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag), organise du 20 au 22 février 2018 à Alger, la 7^e édition du Colloque maghrébin de géophysique appliquée.

CE MATIN À L'ESAA

Séminaire sur : «Les modifications contractuelles dans les marchés publics»

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) organise ce matin à partir de 08h30 à l'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA) de Mohammadia, un séminaire atelier ayant pour thème : «Les modifications contractuelles dans les marchés publics et les contrats des entreprises et établissements publics». Le défaut ou l'insuffisance dans la définition des besoins à satisfaire lors du démarrage du projet initialement, conduit inévitablement les gestionnaires à apporter des correctifs en cours d'exécution à travers le système des avenants. C'est pour élucider certaines questions, que le séminaire, dédié exclusivement à l'avenant, se propose d'aborder avec comme principaux objectifs : Faire le point sur le régime juridique applicable à l'avenant dans le cadre de la réglementation des marchés publics et des procédures internes des entreprises et établissements publics, Savoir anticiper les modifications généralement prévisibles, Connaître les marges de manœuvre que pourraient offrir les prescriptions réglementaires en termes de modification, Connaître les limites de l'avenant et le risque juridique y afférent.



LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, NOUREDDINE BEDOUI, L'A INDIQUÉ LUNDI À BÉJAÏA : «L'emploi des jeunes est la priorité des priorités»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a souligné, lundi à Bejaïa, que l'emploi des jeunes, notamment des diplômés constitue, sur instruction du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, la priorité des priorités.



Une importance capitale leur est consacrée afin de prendre en charge leurs aspirations et leurs offrir l'occasion de s'accomplir et réaliser leurs projets, a-t-il précisé en marge d'une visite de travail effectuée dans la wilaya et au cours de laquelle, il a pris le pool, de l'implication de la frange juvénile dans l'acte d'investir, notamment au travers des divers mécanismes d'aides mis en œuvre par l'Etat. Beaucoup de projets ont été concrétisés. Et leurs réussites visiblement fait des émules dès lors, où nombre d'entre eux postulent dorénavant et déjà à aller au-delà de la micro-entreprise,

en visant un statut économique supérieur.

L'exemple le plus patent, étant celui donné par une dizaine de candidat de Bejaïa, initialement partis de façon modeste mais qui aujourd'hui grâce à leur succès taquinent des entreprises chevronnées dans plusieurs branches, en créant une foison d'emploi mais aussi de la richesse.

En guise d'encouragement, le ministre en a profité pour leur attribuer des titres d'accès dans l'espace de la nouvelle zone industrielle d'El-Kseur, dont la première pierre a été posée à l'occasion.

Le geste se voulait un signe adressé à tous les porteurs de projets pour suivre leur exemple et s'engager dans des activités porteuses, en profitant des facilités accordées pour l'accès au foncier industriel.

Bejaïa, qui a bénéficié de deux zones de cette nature, l'une à El-Kseur et l'autre à Boudjellil, d'une superficie de près de 360 hectares ainsi que de plusieurs zones d'activités communales, notamment Seddouk et Kherata est jugée apte en l'espèce, à faire office de wilaya exemplaire, en captant un nombre considérable d'investissements de tout ordre.

Au demeurant, le ministre a estimé qu'une telle opportunité est de nature à insuffler une dynamique économique nouvelles dans toutes les communes, lesquelles parallèlement, dira-t-il, vont améliorer leurs fiscalités et leurs ressources et par conséquent le bien-être des citoyens.

A ce propos, il a indiqué que cette démarche qui intervient en droite ligne des nouvelles orientations économiques du pays va être généraliser progressivement à toutes les com-

munes du pays, appelées à mieux exploiter leurs atouts et potentialités.

Durant cette visite de deux jours, M. Bedoui a posé par ailleurs la première pierre à Oued-Ghir, à 10 km à l'ouest de la chef-lieu de la wilaya, visant la réalisation d'un nouveau pôle urbain, composé de 4200 logements (AADL et LPA) qui viennent ainsi s'ajouter à un ensemble immobilier en construction de plus de 11.000 habitations (toutes formules confondues).

"Avec les équipements éducatifs, sociaux et de loisirs prévus, c'est quasiment une nouvelle ville qui s'installe" s'est réjoui le ministre, satisfait de l'empreinte qui l'a caractérisée, notamment l'occupation spatiales des crêtes, les espaces verts prévus, et l'éclairage public, opérés à l'aide de l'énergie solaire.

M. Bedoui a également passé en revue plusieurs unités économiques et des exploitations agricoles, toutes en phase d'extension, insistant à chaque fois, sur l'emploi et l'opportunité de maximiser les postes pour les jeunes.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS ABDELGHANI ZAALANE, L'A INDIQUÉ LUNDI À ALGER : «Air Algérie n'est pas en situation de faillite»

Le Ministre des Travaux publics et des transports Abdelghani Zaalane a indiqué lundi à Alger, que la compagnie Air Algérie "n'est pas en faillite mais passe par une situation financière qualifiée de difficile", appelant à mettre de côté les revendications sociales jusqu'à ce que la situation s'améliore.

À l'issue de la séance d'audition organisée par la Commission de l'équipement et du développement local du Conseil de la Nation sur les grands projets du secteur, M. Zaalane qui répondait à la question d'un journaliste sur le mouvement de protestation qu'a

connu récemment Air Algérie, a indiqué que la direction et le personnel de la compagnie nationale ont pris des mesures ajoutant qu'un plan de développement de la compagnie est en cours d'élaboration.

"La compagnie n'est pas en situation de faillite comme on le laisse entendre mais passe par une situation financière qualifiée de difficile", a-t-il affirmé.

Le ministre a déclaré que "la situation d'Air Algérie exige de nous tous, y compris des responsables de la compagnie, des partenaires et des citoyens, de s'entraider et faire de notre mieux pour l'améliorer".

Il a ajouté dans ce cadre que "nous devons retrouver nos manches et mettre de côté les revendications, et travailler davantage pour un meilleur rendement.

Et lorsque la situation financière de la compagnie s'améliorera, il y a un staff qui dispose de toutes les prérogatives pour discuter avec les représentants des travailleurs sur les revendications sociales".

L'intérêt de la compagnie aérienne Air Algérie est au-dessus de toute considération et de tous, au même titre que les intérêts des travailleurs, a conclu le ministre.

HABITAT

M. Temmar met l'accent sur la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation des programmes de logement

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a mis en avant, lundi à Alger, la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation des programmes de logement afin de satisfaire les besoins croissants des citoyens dans ce domaine.

S'exprimant au cours d'une séance de travail et de consultation coprésidée avec le wali de la wilaya d'Alger, Abdelkader Zoukh, en présence d'un nombre important de cadres du ministère et des directeurs exécutifs de la wilaya, le ministre a mis l'accent sur l'importance d'accélérer le rythme de réalisation et de distribution des logements "afin de pouvoir satisfaire les besoins croissants des citoyens dans les différentes formules de logement".

S'agissant des projets d'ha-

bitation au niveau de la capitale, M. Temmar a affirmé que toutes les mesures visant à donner un nouveau souffle à la réalisation des logements et des structures publiques, allaient être prises en concertation avec le wali d'Alger et les différents cadres du ministère et de la wilaya.

Le ministre a proposé à ce propos la tenue d'une série de réunions entre les cadres du ministère et leur homologues de la wilaya à l'effet d'examiner le taux d'avancement des différentes formules de logement en cours de réalisation au niveau d'Alger.

Dans le même contexte, M. Temmar a instruit les directeurs exécutifs en charge de l'Habitat à Alger de déterminer les raisons à l'origine du retard observé dans la réalisation des programmes de logement,

d'œuvrer à les traiter et à lever les obstacles qui s'y dressent.

Le ministre a souligné par la même occasion la nécessité de réaliser des projets de logement prenant en compte les aspects quantitatifs et esthétiques, la wilaya d'Alger étant a-t-il dit la vitrine du pays. Répondant aux préoccupations du wali d'Alger concernant la nécessité d'accélérer la réalisation des écoles dans les nouvelles cités où ont été relogés les habitants des bidonvilles et des habitations précaires, M. Temmar a indiqué qu'avec la coopération de toutes les parties, plusieurs établissements scolaires seront réalisés avant la rentrée prochaine.

S'agissant de la rareté du foncier à Alger, le ministre a appelé à exploiter toutes les assiettes foncières (bidonvilles) et à investir dans les espaces

propices à la réalisation des programmes de logements publics qui ne nécessitent pas de grandes surfaces comme c'est le cas des programmes AADL.

Dans ce cadre, M. Temmar a fait savoir que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, accorde un grand intérêt au dossier de la rareté du foncier à Alger et des grandes villes et suit de près le taux d'avancement des projets de logements.

Pour ce qui est de la gestion des nouvelles villes réalisées à Alger à l'instar de la ville de Sidi Abdallah, le ministre a précisé que son département œuvre avec les autorités locales et les autres départements ministériels à assurer tous les moyens à savoir les structures éducatives, sanitaires et sécuritaires ainsi que le transport au profit de la population.

ARMÉE Gaïd Salah en visite de travail et d'inspection à la 1^{ère} Région militaire à Blida (MDN)



Le Général de Corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), effectue aujourd'hui une visite de travail et d'inspection à la Base centrale logistique en 1^{ère} Région militaire à Blida, indiquait hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Le Général de Corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, effectuera, le 31 janvier 2018, une visite de travail et d'inspection à la Base centrale logistique/Beni Merad/Blida/1^{ère} Région militaire", note la même source.

Cette visite sera "une opportunité durant laquelle le Général de Corps d'Armée aura à inspecter les différentes chaînes de rénovation et de modernisation et à constater les divers matériels développés au niveau de cette importante Base".

LUTTE CONTRE LE TERRORISME Identification du septième terroriste parmi les huit abattus à Khenchela (MDN)

Le septième terroriste, parmi les huit abattus vendredi dernier à Khenchela par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a été identifié, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération de qualité qui s'est soldée par l'élimination de huit (8) terroristes, le 26 janvier 2018 à Khenchela (5^e Région militaire), il a été procédé à l'identification du septième criminel.

Il s'agit, en l'occurrence, du dénommé S. Mustapha qui avait rallié les groupes terroristes en 2015", précise la même source.

Dans le même contexte, un détachement de l'Armée nationale populaire "a découvert et détruit, à Ain Defla (1^{er} RM), quinze (15) bombes de confection artisanale".

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des Garde-frontières "ont saisi, le 29 janvier 2018 à Tlemcen (2 RM), une importante quantité de kif traité s'élevant à 318 kilogrammes". En outre, un détachement de l'ANP "a saisi, à In Guezam (6^e RM), deux (2) véhicules tout-terrain et 3,78 tonnes de denrées alimentaires".

De même, des éléments de la Gendarmerie nationale "ont appréhendé sept (7) individus et saisi 309 comprimés psychotropes et 1.470 unités de différentes boissons à Oran, Sidi Bel Abbes et Mascara (2^e RM)".

D'autre part, des Garde-côtes "ont mis en échec, à Annaba (5^e RM) et Dellys (1^{er} RM), des tentatives d'émigration clandestine de 70 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 21 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen et Adrar".

APS

COMMERCE M. Benmeradi appelle les associations de protection des consommateurs à l'utilisation des supports technologiques



Le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi a appelé, lundi lors d'une audience qu'il a accordée au président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur, M. Mustapha Zebdi, à une utilisation plus large des supports de la technologie pour communi-

quer avec le citoyen-consommateur, saluant le rôle extrêmement important de ces partenaires au service de l'économie nationale, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre d'une série de concertations avec différents acteurs et professionnels du secteur, M. Zebdi a émis plusieurs préoccupations ainsi que des propositions au profit du consommateur et des opérateurs économiques, selon la même source.

La rencontre a été aussi l'occasion d'échanger les vues et d'éclaircir les mesures et les lois mises en place par le ministère pour la protection du consommateur et de l'opérateur économique.

A ce propos, le ministre a réitéré son souci quant à la nécessité d'associer les professionnels et les associations dans la protection du consommateur et la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, affirmant le soutien et l'accompagnement du ministère dans cette démarche.

Le ministre a, en outre, salué le rôle extrêmement important de ces partenaires au service de la préservation de l'économie nationale.

Le ministre a rappelé que les portes du dialogue sont ouvertes à toutes les parties, appelant les cadres du secteur à poursuivre le dialogue avec les acteurs et à œuvrer à la protection du consommateur, ajoute le communiqué.

Le ministre a saisi l'opportunité de cette rencontre pour saluer les efforts consentis par plusieurs organismes et associations, exhortant son hôte à poursuivre les efforts au service de l'intérêt général.

TECHNOLOGIES Internet haut débit : M^{me} Faraoun procède à partir de Bouira au lancement de la technologie FTTH



La ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Imane Houda Faraoun, a procédé mardi à Bouira au lancement officiel de la technologie FTTH (Fibre to the home), qui permet notamment une augmentation sensible du débit internet.

Cette nouvelle technologie permet un débit internet jusqu'à 100Mb/s pour les résidentiels et 1 Gb/s pour les professionnels, a-t-on précisé.

Mme Faraoun, qui effectuait une visite de travail dans cette wilaya, a indiqué lors d'un point de presse, que le choix de Bouira pour lancer cette nouvelle technologie "s'explique par le fait que le réseau existant est très vétuste, donc nécessitant son changement".

"Il s'explique aussi par les caractéristiques géographiques de Bouira qui est une wilaya montagneuse avec tout ce que cela implique", a-t-elle ajouté.

Par ailleurs, la ministre a fait savoir que la technologie du FTTH "sera élargie prochainement à travers tout le territoire national".

FORMATION PROFESSIONNELLE: Mebarki met en avant les efforts du secteur pour le développement du partenariat avec les entreprises économiques

Le ministre de la Formation et de l'enseignement professionnels, Mohamed Mebarki, a mis en avant, lundi à Alger, les efforts consentis par son secteur pour le développement du partenariat avec les entreprises économiques en vue d'améliorer le niveau de la formation en l'adaptant aux développements dans les différents domaines.

S'exprimant lors de la présentation du programme de son secteur devant la Commission jeunesse, sport et mouvement associatif de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Mebarki a souligné les efforts consentis par son département pour "développer le partenariat avec les entreprises économiques et convenir des nouvelles spécialités à ouvrir".

Pour le ministre, cette démarche qui tend à "permettre une plus grande ouverture des établissements de formation sur leur environnement socio-économique est de nature à améliorer la formation de base et renforcer les acquis des travailleurs à travers la formation continue".

Le secteur de la Formation et de l'enseignement professionnels œuvre pour "la qualification des jeunes en fonction des besoins du marché de l'emploi pour faciliter d'abord leur intégration professionnelle, garantir l'employabilité et créer des entreprises", a soutenu M. Mebarki.

Dans ce contexte, le ministre a indiqué qu'une "série de mesures ont été prises pour faire aboutir ces démarches, notamment l'introduction d'un module sur l'entrepreneuriat devant permettre aux stagiaires et apprentis du secteur de la formation professionnelle d'accéder facilement au monde des affaires".

Parmi les mesures adoptées pour accompagner les diplômés de la for-



mation professionnelle vers la création de leurs micro-entreprises, le ministre a rappelé le partenariat conclu entre ses services et l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), ainsi que l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), dont les représentants animent des conférences, au niveau des établissements de formation, pour informer et orienter les stagiaires sur les modalités de création des entreprises.

A cette occasion, M. Mebarki a présenté un exposé détaillé sur les mesures visant à améliorer et à développer les performances du secteur, dont la révision de la nomenclature des filières et spécialités pour diversifier les offres de

formation et les adapter aux développements dans divers domaines, en y introduisant notamment de nouvelles spécialités en rapport avec les technologies de l'information, de la communication et des logiciels.

M. Mebarki a indiqué par ailleurs qu'outre les trois modes de formation (internat-formation par apprentissage-formation à distance), le secteur assure également plusieurs autres dispositifs de formation dont la formation de proximité en milieu rural, la formation des personnes ayant un niveau d'instruction limité, des personnes aux besoins spécifiques et les détenus sachant que plus de 24.000 d'entre eux ont reçu une formation en 2017.

Les membres de la Commission jeunesse, sport et mouvement associatif ont plaidé pour l'élargissement du réseau des établissements de formation professionnelle, appelant à doter ces derniers de structures sportives pour inciter les jeunes à s'y inscrire.

Il ont en outre salué les efforts consentis pour le développement de ce secteur qu'ils ont qualifié de "stratégique".

Le ministre des Relations avec le parlement, Tahar Khaoua qui a assisté à cette réunion, a salué l'intérêt accordé par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, au secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.

LA MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE, NOURIA BENGHABRIT, L'A AFFIRMÉ LUNDI À ALGER « Le recrutement des enseignants de l'éducation physique au cycle primaire nécessite une révision de la loi d'orientation de l'école »

La ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghabrit, a affirmé lundi à Alger, que le recrutement des enseignants de l'éducation physique et sportive dans les écoles primaires nécessite la révision de "la loi d'orientation" régissant l'école algérienne.

Intervenant devant les membres de la Commission de la jeunesse et des sports et du mouvement associatif de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mme Benghabrit a déclaré que "le système de l'enseignement unique au cycle primaire est structuré dans le cadre de la loi d'orientation" régissant l'éducation nationale, et par conséquent, a-t-elle dit, "le recrutement des enseignants dans une spécialité quelconque y compris l'éducation physique et sportive nécessite la modification de la loi" e ncastrant l'école algérienne.

Elle a ajouté que "le combat aujourd'hui ne concerne pas le recrutement des enseignants de l'éducation physique au cycle primaire, mais le changement du système de l'éducation nationale", précisant que "le système de l'enseignant unique" qui dispense toutes les matières d'enseignement dont l'éducation physique est un système "utilisé dans plusieurs pays et non pas uniquement en Algérie".

Elle a ajouté par ailleurs que le pro-



gramme pédagogique présenté à l'enseignant de la langue arabe à l'école primaire au niveau des écoles supérieures prévoit l'Éducation physique avec un volume horaire de 45 heures pour la première année, d'autant que l'enseignant suit une formation supplémentaire durant le service en vue d'améliorer sa maîtrise de la matière.

Au cycle primaire et à partir de la quatrième année, il y a un enseignant de la langue arabe qui assure toutes les matières, l'enseignant de la langue française et l'enseignant de Tamazight, a rappelé la ministre, soulignant qu'à partir de 2016, le temps consacré à la séance d'éducation physique a augmenté

de 15 minutes portant ainsi le temps dédié à cette matière à 45 minutes.

La ministre a indiqué par ailleurs que le taux de dispense des élèves pour cette matière avait reculé par rapport aux années précédentes où il dépassait les 80%, affirmant que les dispenses étaient accordées actuellement sur la base de présentation d'un certificat médical.

La pratique de l'éducation physique est généralisée et obligatoire pour tous les cycles, a soutenu la ministre.

A ce propos Mme.

Benghabrit a fait savoir que son secteur disposait de 6833 stades (terrains aménagés), dont 1.838 dans les écoles primaires, 3.485 dans les CEM et 1510 dans les lycées, outre 1920 salles de sport dans le deuxième et troisième cycle.

Répondant à la question d'un membre de la Commission sur l'introduction de la spécialité préservation du patrimoine dans la nomenclature des spécialités approuvées par le secteur de l'Éducation, la ministre a indiqué que cette spécialité concernait en premier lieu le secteur de la Culture, relevant que son département souffrait actuellement d'un déficit en professeurs de musique.

UNIVERSITÉ

Grève à l'ENS de Bouzeréah : le Conseil scientifique appelle les étudiants à faire preuve de responsabilité

Le Conseil scientifique de l'Ecole normale supérieure (ENS) de Bouzeréah (Alger) a appelé lundi les étudiants grévistes à "faire preuve de responsabilité" et à reprendre les cours.

Dans son exposé devant le Conseil scientifique de l'école, réunie en session extraordinaire le 25 janvier dernier pour faire le point sur la grève observée par les étudiants, le directeur de l'ENS Bouzeréah a mis l'accent sur la nécessité, pour les étudiants, de "faire preuve de responsabilité et de rejoindre les bancs de l'école avant qu'il ne soit trop tard", soulignant l'importance de "récupérer les cours dans les plus brefs délais afin de permettre aux étudiants de décrocher leur diplôme début



juillet prochain et rejoindre par la suite leurs postes dans les délais arrêtés par le ministère de l'Education nationale".

Le Conseil a appelé, pour sa part, l'ensemble des parties à adopter un "dialogue constructif" pour régler tous les différends, exprimant son souhait de voir "les choses reprennent leur cours normal

au sein de l'Ecole". Tout en rappelant la réunion intersectorielle tenue entre les ministères de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, et de l'Education nationale pour contenir la situation, le Conseil a mis l'accent sur la déclaration de la ministre de l'Education nationale qui avait affirmé que "la priorité dans le recrutement des enseignants revient aux diplômés des ENS", les concours de recrutement étant organisés pour "combler le déficit observé dans certaines spécialités".

Mme Benghabrit avait assuré que la priorité dans le recrutement des enseignants revenait à ces diplômés au niveau de leurs wilayas.

En l'absence d'un poste budgétaire dans la wilaya de résidence, le choix est donné à l'étudiant diplômé d'être soit recruté dans une wilaya limitrophe ou de s'inscrire dans la plateforme numérique en attendant la libération d'un poste répondant à sa spécialité.

Une rencontre a eu lieu entre le directeur de l'école et les étudiants grévistes la veille du Conseil, au cours de laquelle les étudiants ont mis l'accent sur leur revendication principale à savoir le recrutement au niveau de la wilaya de résidence.

PARLEMENT

Une délégation de la commission d'agriculture du Conseil de la nation en visite à El Bayadh

Une délégation de la commission d'agriculture du Conseil de la nation a effectué, lundi, une visite dans la wilaya d'El Bayadh pour s'enquérir de la situation du secteur agricole et prendre connaissance des préoccupations des agriculteurs.

Composée de sept membres, cette délégation conduite par le président de la commission, le sénateur Yahia Mokhtar, est arrivée dimanche soir dans la wilaya pour inspecter des projets d'investissement dans la région de Brizina (85 km au sud de la wilaya), notamment le projet agricole de partenariat privé algéro-américain occupant une superficie de 20.000 hectares et adoptant des technologies modernes pour la mise en valeur de près de 20.000 ha dont 450 ha ont été réservés à la culture de pomme de terre d'arrière pour une production de plus de 150.000 quintaux réalisée à l'issue de la campagne de récolte achevée dernièrement, selon les explications fournies.

Au mois de mars prochain,



400 ha seront réservés à la production de pomme de terre de saison, selon les responsables du projet, qui ont souligné que celui-ci s'étale sur sept phases et prévoit l'apport de 20.000 têtes de vaches laitières et la production du fourrage pour bovins.

La délégation a également visité le centre de reproduction de la gazelle à Brizina.

Une expérience pilote qui déplore l'exiguïté de la réserve protégée (8 hectares seule-

ment) consacrée à l'élevage de cet animal menacé d'extinction, ainsi que le manque d'électricité, a-t-on fait savoir.

Cette réserve compte 146 gazelles dont 36 de race "Rym" et 110 de race "Dorcas".

En outre, la délégation s'est enquis de plusieurs projets dans les zones industrielles d'El Bayadh dont celui des minoteries dans la zone d'activités entrée en service en 2017 produisant 2.625 quintaux/jour de farine et générant

60 emplois permanents et 30 temporaires, ainsi que le projet de la laiterie qui entrera en service en avril prochain pour une production de 70.000 litres de lait/jour et le projet de l'unité de stockage de céréales d'une capacité de 10.000 tonnes au chef-lieu de wilaya dont les travaux de réalisation ont atteint un taux d'avancement de 30 pour cent.

Le directeur des services agricoles par intérim, Saad Houari a souligné que cette visite de trois jours permettra de soulever les préoccupations du secteur agricole dans la wilaya, notamment pour ce qui est du projet d'un réseau d'électrification rurale de 150 kilomètres, gelé depuis 2015, du projet de chambre froide de stockage de 5.000 mètres cubes non encore lancée en travaux et du projet du complexe de viandes rouges à Bougtob dont la réception a pris du retard.

La délégation des sénateurs poursuivra mardi sa visite dans la wilaya par des rencontres avec les agriculteurs et les éleveurs.

SANTÉ

Grève des médecins résidents: la tutelle répond favorablement aux revendications liées essentiellement au service civil



Le ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière a répondu favorablement à un ensemble de revendications soulevées par les médecins résidents grévistes, essentiellement liées à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du service civil, a annoncé mardi à Alger un responsable du ministère qui a réitéré l'attachement de la tutelle à poursuivre le dialogue.

S'exprimant lors d'une conférence de presse, tenue au terme de la réunion de la commission intersectorielle avec le Collectif autonome des médecins résidents algériens (CAMRA), l'inspecteur général du ministère de la Santé, Omar Beredjougane a affirmé que la tutelle a accédé à de nombreuses préoccupations soulevées par les médecins résidents, en grève continue depuis plus de deux mois, notamment celle relative au service civil.

Sur ce point, le représentant du ministère a cité l'attribution d'un logement de fonction avant l'affectation dans des wilayas enclavées, le regroupement pour les couples de médecins et des mesures "incitatives".

Il a ajouté que d'autres revendications ont été satisfaites par la tutelle, à l'image de l'accès aux œuvres sociales, le droit à une journée dédiée à la formation pédagogique par semaine et l'intégration des médecins résidents au sein des commissions nationales d'experts, avant de réitérer l'attachement du ministère à poursuivre le dialogue.

Le CAMRA insiste, depuis le début de la grève le 14 novembre dernier, sur l'impératif de trouver des solutions urgentes à leurs préoccupations restées en suspens depuis 2011, liées principalement au service civil, au service national, à la formation et aux conditions de travail.

LA RESPONSABLE DU PÔLE EST DU RÉSEAU, PR. LATIFA KADHI, L'A INDIQUÉ LUNDI À ANNABA « L'accompagnement des universités du Sud du pays une priorité pour le LaFEF »

L'accompagnement des universités du Sud du pays pour la promotion de la recherche et la formation supérieure sur la langue française constitue "une priorité" dans le programmation d'action du Réseau mixte algéro-français recherche et recherche-formation sur la langue française et expressions francophones (LaFEF), a indiqué lundi à Annaba la responsable du pôle Est du réseau, Pr. Latifa Kadhi.

Il sera procédé à cet effet à la définition des mécanismes de développement de la formation et la recherche liées à la langue française et des commissions mixtes superviseront l'organisation de l'accompagnement en ce domaine, a ajouté la même responsable lors des travaux de la rencontre du réseau tenus à l'université Badji Mokhtar. Le LaFEF œuvre à promouvoir la recherche et la formation des étudiants et en-

seignants au travers des antennes de l'école doctorale de la langue française en assurant l'accompagnement et formation au français et à ses utilisations dans les diverses disciplines notamment scientifiques et technologiques, a-t-on indiqué.

Outre la promotion de la formation à travers la soutenance de 1.600 thèses masters et 308 autres doctorats depuis la création du réseau en 2011, l'université d'Annaba a

connu la création d'un laboratoire de recherche pluridisciplinaire en pédagogie et linguistique animé par 22 professeurs chercheurs et 35 doctorants. Le pôle Est du LaFEF est constitué de 9 universités de l'Est du pays. Les travaux de cette rencontre de deux jours du LaFEF se tiennent en présence des coordinateurs du réseau représentants les deux parties algérienne et française.

MONNAIE

Banque d'Algérie : un nouveau règlement de la politique monétaire publié au JO



Un nouveau règlement de la Banque d'Algérie (BA), portant sur les opérations, instruments et procédures de politique monétaire, a été publié au dernier *Journal officiel* (N° 3).

Le règlement 17-03 du 6 décembre 2017, qui vient modifier et compléter le règlement 09-02 du 26 mai 2009, stipule que les effets publics, émis ou garantis par l'Etat, négociables sur un marché, éligibles aux opérations de politique monétaire sont les bons du Trésor à court terme, les bons du Trésor assimilables, les obligations assimilables du Trésor, les effets publics garantis par l'Etat et les titres dématérialisés représentatifs des emprunts nationaux, émis ou garantis par l'Etat.

Il s'agit également des titres du Trésor représentatifs de rachat de créances des banques sur la clientèle.

Le montant total des opérations en cours sur les effets publics est fixé conformément aux objectifs de la politique monétaire, selon le règlement.

Les effets privés négociables sont, selon le règlement, "des titres à court terme négociables sur le marché monétaire et les obligations ayant un montant principal fixe inconditionnel et un coupon à taux fixe".

Ils doivent présenter "un degré élevé de qualité de signature (qualité de l'entreprise, garanties apportées payables à la première demande...) et être libellés en dinars".

Par ailleurs, les effets privés non négociables, admissibles en cession temporaire aux opérations de politique monétaire, ayant une échéance supérieure à celle de cession temporaire, sont les effets représentatifs d'opérations commerciales sur l'Algérie ou sur l'étranger revêtus de la signature d'au moins, trois (3) personnes physiques ou morales solvables dont celle du cédant.

Une des signatures peut être remplacée par des garanties sous forme de warrants, récépissés de marchandises ou connaissements originaux à ordre de marchandises exportées d'Algérie, selon le règlement.

Ces garanties doivent être accompagnées des documents d'usages, des effets de financement créés en représentation de crédits de trésorerie ou de crédits de campagne portant la signature d'au moins, deux (2) personnes physiques ou morales solvables et des effets de financement de crédits à moyen et long termes (y compris les prêts syndiqués), accordés à des entreprises non financières cotées favorablement par la Banque d'Algérie, portant la signature d'au moins, deux (2) personnes physiques ou morales solvables dont une peut être remplacée par la garantie de l'Etat.

Les crédits à moyen terme concernent le financement d'investissement de développement des moyens de production (création, extension ou renouvellement d'équipements), l'exportation de biens (préfinancement de commandes d'exportation), la construction de logements dans le cadre de la promotion immobilière et les opérations de crédit-bail sur les biens de production assorties d'options d'achat.

Les crédits à long terme concernent le financement des investissements de construction et d'équipement d'unités de production de biens et de services.

INDUSTRIE

Les modalités de contrôle de conformité des véhicules fixées au JO

Un décret exécutif, fixant l'organisation de contrôle de conformité des véhicules et les modalités de son exercice, a été publié dans le dernier *Journal officiel* (N° 3).



Le décret exécutif 18-05 du 15 janvier 2018 charge ainsi l'administration des mines, par le biais de ses experts des mines, d'exercer les prérogatives d'autorité publique relatives aux activités de contrôle de conformité de véhicules.

Il est considéré comme expert des mines pour le contrôle de conformité de véhicule, tout fonctionnaire de l'administration des mines possédant le diplôme reconnu au titre de technicien supérieur au minimum ou équivalent en mines, mécanique, construction mécanique, électromécanique, métallurgie, maintenance industrielle et équipements industriels.

Cet expert doit avoir suivi un stage de formation pratique, dans le domaine de contrôle de conformité de véhicules, pendant, au moins, une (1) année et sous la supervision d'un expert des mines au sein des services de l'administration des mines, selon le décret qui fixe les modalités de contrôle en application des dispositions de la loi 01-14 relative à l'organisation, la sécurité et la police de la circulation routière.

Tout véhicule présenté au contrôle de conformité ou à l'expertise de conformité doit être en état de marche, stipule le décret selon lequel les véhicules épaves ne peuvent faire l'objet d'un contrôle de conformité ou d'une expertise de conformité.

Le contrôle de conformité et l'expertise de conformité de véhicules peuvent être effectués à l'œil nu ou par tout autre moyen adéquat n'étant pas susceptible de modifier ou déformer les caractéristiques du véhicule.

Le contrôle de conformité de véhicules est effectué sur les véhicules importés, les véhicules neufs fabriqués ou montés localement, les véhicules ayant subi des transformations notables, les véhicules ayant fait l'objet de saisie par les services compétents ainsi que les véhicules vendus aux enchères publiques ayant fait l'objet de demandes de renseignement auprès des services de sécurité.

Les véhicules militaires sont cependant exclus du champ d'application de ce contrôle.

Le contrôle de conformité de véhicules neufs peut être effectué à titre isolé ou par type et par lot.

Le contrôle à titre isolé des véhicules importés et fabriqués localement est effectué dans la limite de 25 véhicules, au maximum.

Au-delà de cette quantité le contrôle de conformité est effectué par type et par lot.

Le contrôle de conformité d'un véhicule consiste en la vérification de sa conformité aux prescriptions techniques réglementaires en vigueur, de sa conformité aux prescriptions de la notice descriptive et du certificat de

conformité du constructeur.

Pour les véhicules neufs fabriqués ou montés en Algérie, il s'agit de la vérification de sa conformité aux prescriptions de la notice descriptive et du certificat de conformité du constructeur ainsi qu'au document attestant que le véhicule a fait l'objet de dédouanement pour son entrée en Algérie, pour les véhicules importés.

Ce dernier document n'est pas requis pour le véhicule prototype ou modèle-type et les véhicules importés en lot.

Le contrôle porte également sur la vérification de la conformité du véhicule aux prescriptions du procès-verbal de contrôle de conformité initial, de la carte d'immatriculation et/ou de la fiche de contrôle, pour les véhicules immatriculés en Algérie.

Les paramètres techniques à vérifier, pour s'assurer de la conformité du véhicule concernent notamment le type mines du VIN avec les neuf (9) premiers caractères, la section d'identification du véhicule (VIS) avec les huit (8) derniers caractères, représentant le numéro dans la série du type, les limites de poids du véhicule, les limites de ses dimensions, les exigences de sécurité ainsi que la conformité des principaux composants et éléments de véhicule.

Tout véhicule possédant un numéro d'identification, apparent, identifiable et encadré par le poinçon des mines frappé à froid, est considéré comme véhicule techniquement régularisé et devient ainsi conforme à la réglementation en vigueur.

Si les renseignements fournis par les services concernés de la sûreté nationale ne montrent aucune irrégularité, l'expert des mines procède, sur la base des documents d'identification du véhicule, à son contrôle de conformité et établit le procès-verbal de conformité en deux (2) exemplaires et en remet une (1) copie au propriétaire du véhicule.

Un fichier national des prototypes des véhicules contrôlés

D'autre part, le décret fixe l'année de première mise en circulation d'un véhicule neuf à l'année de son dédouanement, pour les véhicules importés pour propre compte, sans pour autant dépasser une (1) année de la date de fabrication.

Cette année correspond par ailleurs à l'année de l'établissement de la facture de vente, pour les véhicules importés par les concessionnaires agréés en Algérie et à l'année de l'établissement de la facture de vente, délivrée par le constructeur/monteur ou son représentant accrédité, pour les véhicules fabriqués ou montés en Algérie.

Selon le décret, l'importation de

véhicules en lots et la fabrication de véhicules localement, sont soumises à l'approbation préalable, par l'administration des mines, du dossier technique du prototype ou d'un modèle-type de véhicules à importer ou à fabriquer localement.

Le prototype ou le modèle-type de véhicule doit subir, en usine de fabrication, les essais requis de sécurité et d'efficacité.

Les essais sont exécutés en présence de l'expert des mines ou d'un organisme compétent habilité par le ministre chargé des mines.

Les experts des mines procèdent, avant dédouanement pour les véhicules importés en lots et avant la sortie en usine pour les véhicules fabriqués ou montés localement, au contrôle de conformité d'un échantillon représentatif pour une proportion d'au moins, cinq pour cent (5%) du nombre total des véhicules importés ou fabriqués localement.

Si les véhicules sont conformes, il est délivré à leur titulaire l'attestation de conformité d'échantillons selon le modèle fixé à l'annexe VI du présent décret, pour accomplir les procédures douanières aux fins de l'obtention des cartes d'immatriculation auprès des services concernés.

Par ailleurs, Il est institué, auprès de l'administration des mines, un fichier national sur les prototypes et les modèles-types de véhicules ayant fait l'objet d'un contrôle de conformité, sous forme d'une base de données.

Cette base de données peut être élargie pour inclure des données et informations se rapportant aux activités de contrôle et expertise de conformité de véhicules.

Quant à l'aménagement d'un véhicule, il doit être effectué par un carrossier, personne physique ou morale, de droit algérien, agréé par le ministre chargé des mines.

Tout aménagement notable d'un véhicule remettant en cause son état ou ses composants initiaux, nécessite un nouveau contrôle de conformité auprès de l'expert des mines.

Les experts agréés et les carrossiers agréés sont tenus de transmettre, semestriellement, à l'administration des mines, un rapport détaillé sur leurs activités en joignant des copies des rapports d'expertise et des certificats de conformité du carrossage établis à l'issue, selon le cas, des expertises de conformité ou des aménagements effectués sur les véhicules.

Le véhicule ayant subi un changement de la motorisation d'origine, en passant d'un moteur à essence à un moteur diesel, ne peut être accepté pour contrôle de conformité, selon le décret.

ALGÉRIE - FRANCE

L'investissement des entreprises françaises en «plein développement» en Algérie

L'investissement des entreprises françaises en Algérie est en "plein développement", a déclaré lundi soir à Oran l'ambassadeur de France en Algérie, Xavier Driencourt.

"Les entreprises françaises investissent en Algérie, alors que celles déjà présentes se développent", a affirmé l'ambassadeur lors d'une conférence de presse à l'issue de sa visite à l'usine de la société "Renault Algérie Production" (RAP) à Oued Tlélat.

"Tous les mois, il y a des entreprises qui viennent en Algérie avec des projets qu'elles souhaitent concrétiser avec des partenaires algériens", a indiqué M. Driencourt en saluant "l'avancée des discussions entre les opérateurs économiques des deux pays".

Evocant l'exemple de l'usine "RAP" de Oued Tlélat, l'ambassadeur s'est dit "heureux" de voir aujourd'hui des voitures "made in Algeria" sortir de cette structure industrielle où les perspectives tablent sur "la montée en puissance".

"Cette usine et bientôt celle de Peugeot-Citroën Production Algérie vont avoir un effet d'entraînement sur l'économie oranaise et aussi sur un certain nombre d'entreprises fran-



çaises", a fait valoir M. Driencourt. Dans le même contexte relatif à l'intérêt des opérateurs économiques français pour l'investissement en Algérie, il a mis l'accent sur l'importance de la rencontre prévue les 6 et 7 février prochains à Alger entre le patronat français (MEDEF) et le Forum algérien des chefs d'entreprise (FCE). L'ambassadeur a également rappelé que 19 accords ont été signés à Paris le mois dernier dans le cadre du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), à la fois dans le

domaine industriel et d'autres secteurs comme celui de la formation.

"Il y a d'autres projets non annoncés en raison de négociations et discussions en cours entre les partenaires", a ajouté l'ambassadeur.

Sur un autre registre, ayant trait à la Mémoire, il a déclaré que les restes humains des résistants algériens conservés au Musée de l'Homme à Paris seront restitués à l'Algérie conformément à la décision annoncée par le président de la République française, Emmanuel Macron lors de

sa visite de travail et d'amitié en Algérie en décembre dernier.

A ce sujet, l'ambassadeur a fait savoir que le processus de restitution avance, expliquant que "le processus a déjà passé l'étape d'identification des crânes la semaine dernière et évolue actuellement au stade législatif car le parlement français aura à voter une loi de déclassification".

S'agissant des visas d'entrée en France, M. Driencourt a indiqué que le nombre des délivrances a plus que doublé en l'espace de cinq ans, passant de 200.000 à 413.000 visas.

Il a signalé à ce titre que le mode de délivrance de ce document est en phase de transition suite au changement de prestataire à Alger et du fait du nouveau marché conclu avec celui d'Oran sur les modalités de gestion.

L'ambassadeur a également tenu à préciser que les prestataires sont des opérateurs pour "la gestion des rendez-vous", tandis que l'examen des dossiers relève de "la charge des consulats".

ALGÉRIE/ETATS-UNIS

Sécurité énergétique régionale: Washington souhaite lancer un partenariat avec l'Algérie



Le département d'Etat américain a déclaré lundi qu'il souhaitait lancer un partenariat avec l'Algérie dans l'énergie en vue d'assurer la sécurité des approvisionnements de la région, notamment ceux destinés au marché européen.

"Une des meilleurs façons pour les Etats-Unis et le gouvernement algérien de travailler ensemble est de renforcer la sécurité énergétique de la région par la promotion de la diversification énergétique", a déclaré Sandra Oudkirk, vice secrétaire d'Etat adjoint lors du forum algéro-américain sur l'énergie à Houston.

La diplomate américaine a ajouté que plusieurs pays dépendent encore d'une seule source ou forme d'énergie ce qui les rend vulnérables aux perturbations d'approvisionnement qui menacent leur sécurité économique et nationale.

Oudkirk a cité l'exemple de certains pays européens, largement dépendants du gaz russe, en indiquant que le bureau des stratégies énergétiques du département d'Etat soutenait les efforts de diversification de l'approvisionnement et des voies de transport de l'énergie vers ce continent.

"L'Algérie est un grand fournisseur d'énergie pour l'Europe et nous la félicitons pour être un partenaire fiable, aidant le continent à diversifier ses approvisionnements", a-t-elle ajouté.

La vice secrétaire d'Etat adjoint a enchaîné que "les Etats-Unis encourageaient l'Algérie à augmenter ses exportations vers l'Europe ainsi que vers d'autres pays du monde", soulignant, par ailleurs, le renforcement des relations entre les deux pays ces dernières années.

"La coopération économique est réellement la base pour des relations bilatérales renforcées", a-t-elle affirmé.

Les pays européens cherchent à assurer leur sécurité énergétique au moment où ils essaient d'imposer des conditions défavorables à leurs fournisseurs traditionnels, incitant de nombreux producteurs à revoir leur stratégie de commercialisation en vue de trouver de nouveaux débouchés à leur gaz.

La non reconduction des contrats à long terme annoncée par quelques pays européens pourrait mettre à mal l'approvisionnement du vieux continent qui compte s'orienter de plus en plus au marché spot pour satisfaire ses besoins énergétiques.

Les Etats-Unis misent déjà sur les exportations de GNL vers l'Europe centrale et de l'Est, des régions fortement dépendantes du gaz russe.

Le président Donald Trump a promis en juillet dernier, lors d'un sommet à Varsovie, ayant regroupé une douzaine de dirigeants européens, de promouvoir les exportations de gaz naturel liquéfié vers ces pays.

Donald Trump a maintenu les objectifs de l'ancienne administration Obama de mettre fin à la prédominance russe sur le marché gazier européen en soutenant le projet de l'union de l'énergie et le développement des infrastructures de GNL.

La Pologne a commencé à recevoir depuis l'année dernière les premières livraisons du gaz américain.

Mais selon des analystes gaziers, le défi de la réduction de la dépendance de l'Europe au gaz russe sera long à relever, la chaîne gazière étant longue et coûteuse, alors qu'en parallèle les livraisons russes au continent augmentent d'année en année dans un contexte de la baisse des réserves britanniques et norvégiennes en mer du nord.

APS

ENERGIE:

Sonatrach et Sonelgaz présentent leur potentiel d'investissement à Houston

Les groupes énergétiques algériens Sonatrach et Sonelgaz, qui s'apprennent à lancer d'importants projets de développement, ont présenté lundi leur potentiel d'investissement à Houston (Texas) à l'occasion de la deuxième édition du forum algéro-américain sur l'énergie.

Le P-dg de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, qui participe à cette rencontre à la tête d'une importante délégation, a indiqué que son groupe avait arrêté un plan d'investissement de 56 milliards de dollars sur cinq ans et dont les détails seront rendus publics dans les trois prochaines semaines.

"C'est une annonce importante pour les partenaires qui souhaitent investir en Algérie", a-t-il indiqué devant un parterre de représentants de compagnies américaines qui prennent part à ce forum.

Outre ce plan d'investissement, le dirigeant de Sonatrach a axé son intervention sur deux autres points importants, à savoir la stratégie de gestion de Sonatrach à l'horizon 2030 et le potentiel des ressources non conventionnelles en Algérie.

Ces trois axes réunis devraient donner un nouvel essor au premier groupe énergétique africain qu'il dirige depuis mars 2017.

Ould Kaddour a expliqué que la nouvelle stratégie de Sonatrach consiste à diversifier les sources d'énergie du groupe en allant vers des activités nouvelles dans l'offshore et le gaz de schiste.

La vice secrétaire d'Etat adjoint, Sandra Oudkirk, qui est intervenue juste après M.

Ould Kaddour, a indiqué que les Etats-Unis s'intéressaient au développement des énergies non conventionnelles en Algérie, relevant au passage leur impact positif sur la sécurité énergétique des pays.

Sandra Oudkirk a cité le cas de son pays, les Etats-Unis, devenus en l'espace de quinze années un exportateur net de

gaz grâce à l'exploitation de ces ressources non conventionnelles.

Le développement de ces projets ont "permis de changer le paysage énergétique des Etats-Unis", a-t-elle dit.

La diplomate américaine a précisé que le département d'Etat était prêt à accompagner les pays qui veulent se lancer dans cette industrie maîtrisée par les compagnies pétrolières américaines qui détiennent des techniques novatrices en matière de forage et de production.

Soulignant, par ailleurs, le potentiel solaire de l'Algérie, Sandra Oudkirk a indiqué attendre avec intérêt les discussions prévues lors de ce forum sur le programme des énergies renouvelables que Sonelgaz a commencé à mettre en œuvre.

De son côté, l'ambassadeur d'Algérie à Washington, Madjid Bouguerra, qui a fait une présentation sur l'économie algérienne, a tenu à relever que la baisse du volume des échanges commerciaux entre les deux pays après le boom du gaz de schiste qui a réduit les débouchés pour le gaz algérien aux Etats Unis "ne doit pas être perçue comme une régression ou un bond en arrière".

En fait, une tendance nouvelle s'observe depuis 2015 qui augure de perspectives prometteuses dans les relations d'investissement et de partenariat entre les deux pays, a-t-il noté.

"Les perspectives demeurent positives" pour l'Algérie malgré la chute des cours de pétrole qui a privé le pays de la moitié de ses revenus à l'exportation, a-t-il expliqué aux entreprises américaines, citant en cela les dernières prévisions publiées par la Banque mondiale qui tablent sur un fort rebond de la croissance en 2018.

Ce rebond sera soutenu par les nouvelles mesures budgétaires prises par le gouvernement pour financer l'investissement, a-t-il ajouté.

L'Algérie est en train de mettre en place un nouveau modèle de croissance



qui va l'aider à atteindre l'émergence d'ici à 2030.

"L'Algérie affiche une stabilité remarquable alors que la région traverse une période troublée.

Après des années de tourmente et de problèmes politiques et sécuritaires, l'Algérie sous la direction du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a pleinement retrouvé sa juste place dans le concert des nations", a déclaré l'ambassadeur.

Intervenant à son tour, le président du Conseil d'affaires algéro-américain (USABC), Ismail Chikhounne, a soutenu que la deuxième édition de ce forum "marquait un tournant dans les relations bilatérales et ouvre de nouvelles voies au transfert du savoir-faire, de la technologie, et de l'innovation dans le secteur de l'énergie".

L'USABC œuvre à promouvoir les échanges entre les deux pays en facilitant aux compagnies américaines les opportunités d'affaires ainsi que l'accès direct au marché algérien.

En parallèle, il offre aux entreprises algériennes un accès aux différents segments de l'activité commerciale américaine, a précisé M. Chikhounne.

CONSTANTINE : Saisie de plus de 16 tonnes de viandes impropres à la consommation en 2017

L'inspection vétérinaire relevant de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Constantine a réussi à saisir 16,55 tonnes de différentes variétés de viandes et de poissons, non conformes aux normes de sécurité requises, au cours de l'année 2017, a affirmé, lundi, à l'APS, l'inspecteur vétérinaire par intérim au sein de cette direction. Mourad Benamer a précisé, à ce propos, que les services concernés ont saisi 11,4 tonnes de viandes rouges en 2017 contre 8,7 tonnes en 2016, 4,6 tonnes de viandes blanches durant cette même période contre 22,4 tonnes en 2016, ainsi que 554 kg de différentes variétés de poissons contre 188 tonnes en 2016. Aussi, plus de 17 878,8 tonnes de viandes variées ont été contrôlées par les brigades de la DSA, dans les abattoirs et les étables durant l'exercice 2017, a-t-il indiqué. Ce même responsable a ajouté par ailleurs, que 5 915,5 tonnes de viandes rouges, 11 606,8 tonnes de viandes blanches et 356,5 tonnes de poissons ont été contrôlées, soulignant que ces quantités contrôlées reflètent "la vigilance de l'inspection vétérinaire s'agissant de la nécessité de soumettre toute les variétés de viandes à un contrôle strict". Considérant ces quantités saisies "très importantes" comparativement à celles enregistrées en 2016, notamment en matière de viandes rouges, M. Benamer impute cela à une campagne ayant ciblé, assure-t-il, 220 abattoirs et étables exerçant illégalement à travers le territoire de la wilaya Constantine, en particulier dans le quartier de "Oued El had" du chef-lieu. A noter que l'inspection vétérinaire relevant de la direction des services agricoles de la wilaya compte au total 51 vétérinaires et 3 auxiliaires vétérinaires activant dans les abattoirs dédiés aux viandes rouges de Constantine et d'El Khroub.

RENTREE PROFESSIONNELLE À BLIDA : Introduction d'une nouvelle spécialité pour la maintenance des ascenseurs

La nouvelle session professionnelle de février prochain, à Blida, verra l'introduction d'un nombre de nouvelles spécialités de formation expressément adaptées aux exigences du marché local du travail, dont la maintenance des ascenseurs, a-t-on appris, lundi, du directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya, Amar Khadrone. L'introduction de cette spécialité (maintenance des ascenseurs) est une réponse au déficit accusé en matière de main-d'œuvre spécialisée dans ce domaine, à l'échelle locale, d'autant plus que le problème a été à maintes fois posé par l'OPGI et l'agence AADL de la wilaya, a indiqué à l'APS M. Khadrone, signalant un "grand engouement" de la part des jeunes pour cette nouvelle formation, assurée au niveau des CFPA de Boufarik et Bouinane. Les autres nouvelles spécialités programmées pour cette session de février sont relatives à la maintenance des équipements audiovisuels et la préparation de boissons et conserves, entre autres, suivant la vocation de transformation industrielle de la wilaya, a ajouté le responsable, soulignant que leur définition (spécialités) s'est faite en collaboration avec les partenaires économiques du secteur. Chaque nouvelle spécialité de formation introduite dans le secteur a été vite adoptée par les stagiaires, a-t-il assuré, par ailleurs, citant notamment celles relatives à la protection des végétaux, et le suivi de la réalisation dans le bâtiment et les énergies renouvelables, mais surtout la spécialité de l'édition, introduite pour la première fois dans la nomenclature nationale de la formation en septembre dernier, a fait savoir M. Khadrone. Pour cette nouvelle session de février, la direction du secteur prévoit un flux de plus de 5000 nouveaux stagiaires, pour une offre pédagogique estimée à 5,956 places, réparties à raison de 2,156 offres pour le mode par apprentissage, 1,430 pour le mode résidentiel, et 542 offres pour le mode de formation qualifiative. Parallèlement, 155 offres de formation sont assurées, au titre de cette même session, pour les détenus de la wilaya en mode de formation qualifiative, contre 230 offres destinées aux femmes au foyer. La wilaya de Blida compte 22 établissements de formation professionnelle d'une capacité globale estimée à 8.650 places 1.500 lits et 2.400 places en demi-pensionnat.

APS

TÉLÉPHÉRIQUES: Un premier centre international de formation des agents de maintenance à Alger

Le premier centre international de formation des agents d'entretien et maintenance des téléphériques sera ouvert dans les prochains mois à Alger, a indiqué lundi le directeur de l'Entreprise de transport algérien par câbles (ETAC), Wissam El Moukahal.



L'Algérie se dotera, dans les prochains mois, d'un premier centre international de formation des agents d'entretien et de maintenance des téléphériques qui permettra la formation de 100 agents/an, a précisé M. El Moukahal dans une déclaration à l'APS, précisant que ce Centre qui s'inscrit dans le cadre des investissements de l'ETAC (joint venture entre le Metro d'Alger, l'ETUSA et le groupe français POMA) mettra à profit les programmes et moyens technologiques sophistiqués en direction des travailleurs du secteur.

L'idée de la création de ce centre en Algérie précisément a été favorisée par l'expérience et l'expertise nationales dans le domaine des téléphériques, a-t-il dit, rappelant que l'Algérie compte un nombre important de téléphériques de transport urbain et compte l'une des plus importantes stations téléphériques dans le monde (Chrèa-Blida), consolidant ainsi sa position chez le groupe français POMA qui l'a choisie pour abriter ce centre.

L'ETAC œuvre à prodiguer de meilleures prestations aux exploitants des téléphériques, en établissant un programme spécifique de formation, qui se base sur l'amélioration des capacités des travailleurs dans le domaine du relationnel avec les clients, afin de consolider la position de l'entreprise en tant que groupe leader dans son domaine, outre l'exploitation de moyens modernes en matière

de formation technique (Téléphérique virtuel en 3D), technique utilisée pour la première fois en Algérie, a-t-il affirmé.

L'ETAC s'apprête à franchir un pas en avant pour élargir ses horizons à travers l'inauguration d'une usine de pièces de rechange des téléphériques dans la zone industrielle d'Oued Smar, sur lequel l'entreprise mise pour augmenter ses investissements, d'autant qu'elle aura à gérer de nouvelles structures en cours de réalisation ou de réhabilitation à travers les wilayas de Tlemcen, Tizi Ouzou, Alger et Oran.

10 millions de personnes transportées à Alger durant les trois dernières années

L'Entreprise de transport algérien par câbles (ETAC) a enregistré, depuis sa création en 2015, le transport de plus de 10 millions d'usagers avec une capacité de 10.000 personnes par heure à travers ses différentes lignes de téléphériques à Alger, Blida, Annaba, Constantine et Oran, en attendant la mise en service des projets en cours avant la fin de l'année 2018.

Faisant état de la mise en service, avant fin de 2018, du téléphérique de Tizi-Ouzou et de la ligne reliant Zghara-Bab El Oued à Alger, El Moukahal a indiqué que la réalisation de ces ouvrages a été confiée au partenaire français, représenté par POMA. La même entreprise est chargée à Oran de la réalisation des travaux de

réhabilitation du téléphérique reliant Oran à Santa-Cruz.

Concernant, la réhabilitation du téléphérique de Tlemcen, à l'arrêt depuis avril 2015, et dont les travaux sont en cours, le même responsable a précisé que ces travaux ont été lancés en novembre 2016 et englobent le remplacement du câble dont la durée de vie est arrivée à terme et le changement des télécabines par d'autres plus grandes. A cet effet, un montant de 1 milliard DA a été réservé à cette opération.

La remise en service de ce téléphérique est très attendue pour réinsuffler une dynamique au plateau de Lalla Setti à travers la fréquentation des citoyens et des touristes de cet espace de repos et de loisirs.

D'une longueur de 1,5 km, le téléphérique de Tlemcen a été réalisé en 2009 par une entreprise Suisse reliant le Grand Bassin de Tlemcen et le plateau de Lalla Setti. Il assure le transport de plus de 1,100 million de passagers par an.

Pour rappel, l'Entreprise de transport algérien par câbles (ETAC) est une société mixte créée sur le principe 49/51 regroupant la société Métro d'Alger (EMA) et l'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA), qui détiennent 51% du capital de l'entreprise et le partenaire français POMA qui s'occupe des travaux de réalisation avec 49% du capital, tandis que ETAC assure la gestion et l'entretien.

URBANISME Les habitants des nouvelles cités ont besoin de temps pour s'adapter à leur nouvel espace urbain

Les habitants des nouvelles villes ont besoin d'une "période d'adaptation" pour se fondre dans leur nouvel environnement, et d'un accompagnement garantissant "la pérennité du tissu urbain", a affirmé lundi à Alger, Lilia Makhoulouf, architecte et spécialiste de l'identité des villes algériennes. Animant une conférence intitulée "La ville algérienne entre l'identité arabo-musulmane, le patrimoine colonial et les projets contemporains" au Centre culturel islamique (CCI), Mme Makhoulouf a indiqué que les cités réalisées

dans le cadre des politiques de logement sont "un nouvel espace dynamique" au sein duquel le citoyen a besoin d'une "période d'adaptation" pour s'habituer à ce nouveau tissu urbain qui diffère de la structure traditionnelle.

Se référant à son travail au niveau de la ville de Constantine, la spécialiste a constaté, à titre d'exemple, que les citoyens relégués dans la nouvelle ville "Ali Mendjeli" essayent de "reproduire" des référents sociaux dans le but de "récupérer" ce qui ils ont laissé dans leur an-

cienne ville, à travers notamment la construction de mosquées et l'installation de commerces similaires.

La spécialiste qui a qualifié de "positif" le logement collectif des citoyens dans les nouvelles cités, a affirmé que ce facteur était de nature à garantir "une cohésion sociale" devant contribuer plus tard à redessiner les traits d'un nouvel espace urbain.

Etablissant une comparaison entre l'ancienne ville de Constantine et la nouvelle ville "Ali Mendjeli", la chercheuse a soutenu que les

nouvelles habitations étaient "dépourvues d'identité" en raison de l'absence du "facteur d'homogénéité" entre les constructions et les places publiques, autrefois lieu de rencontre public.

Abordant les caractéristiques de la ville de Constantine, Mme Makhoulouf a fait savoir que la ville des ponts suspendus avait préservé son cachet urbanistique grâce à sa "topographie singulière", une topographie qui explique -selon la spécialiste- l'extension toujours extra-muros du tissu urbain.

SKIKDA :

Arrestation d'un trafiquant de faux billets et saisie de plus de 800.000 DA contrefaits

Les services de la sûreté de Skikda ont procédé à l'arrestation d'un repris de justice de 34 ans, impliqué dans une affaire de falsification de billets de banque et leur mise en circulation sur le marché ainsi que la saisie d'un montant de 810.000 DA contrefaits, a-t-on appris, lundi, des services de sûreté de la wilaya.



Cette même source a précisé que le prévenu dans cette affaire a été interpellé dans la commune de Ben Azzouz (à l'Est de Skikda) avec, en sa possession, un sac en plastique contenant des faux billets de monnaie nationale pour un montant total de 810.000 DA. En coordination avec les autorités judiciaires, les services de la police ont également découvert dans le

domicile du mis en cause des détecteurs de métaux et procédé à leur saisie, avant d'ouvrir un dossier distinct à ce sujet.

Selon la même source, il s'est avéré que le suspect active au sein d'une bande criminelle spécialisée dans la falsification de billets de banque, leur mise en circulation sur le marché en les promouvant, en sus de détec-

nir, sans autorisation, des appareils de détection d'objets métalliques.

Le mis en cause a été traduit, aujourd'hui, devant le procureur général du tribunal d'Azzaba pour "délit d'imitation de la monnaie nationale et mise en circulation sur le marché" ainsi que pour "détention de détecteurs de métaux sans autorisation", et a été écroué.

CNAS KHENCHELA :

Prise en charge en 2017 de 90 personnes atteintes de maladies cardiaques

Quatre-vingt-dix (90) personnes atteintes de maladies cardiaques ont été prises en charge par la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) au cours de l'année 2017 à Khenchela, a-t-on appris du directeur de cette agence, Boubakeur Dhaïf. Certains de ces patients ont subi des interventions chirurgicales, alors que d'autres ont bénéficié d'un suivi médical dans une clinique privée de la ville de Khenchela dans le cadre

d'une convention signée en janvier 2017 entre cette infrastructure de santé et la CNAS, a précisé le même responsable. Les frais de l'hébergement, de la prise en charge ainsi que des médicaments de ces personnes cardiaques, estimés à près de 10 millions de dinars, ont été couverts par la CNAS, a ajouté la même source.

Par ailleurs, M. Dhaïf a fait part que l'antenne locale de la Cnas prend en charge également les malades atteints

d'insuffisance rénale, assurant qu'au cours de l'année 2017, la valeur globale des frais du transport sanitaire vers les centres d'hémodialyse a dépassé les 74 millions de dinars.

Il est à signaler que la campagne nationale de sensibilisation sur les congés de maladies de complaisance lancée par la CNAS en 2017 a contribué à la baisse de 10% de ce phénomène dans la wilaya de Khenchela, a-t-on noté.

ORAN: 2 morts asphyxiés par le monoxyde de carbone

Deux personnes de nationalités africaines ont trouvé la mort dans la nuit de dimanche à lundi à Oran, asphyxiées au monoxyde de carbone, a-t-on appris des services de la Protection civile. Les deux victimes (un jeune de 24 ans et une jeune femme de 26 ans) ont été retrouvées mortes dans une maison illicite au quartier dit "Coca". Leurs corps ont été transférés par les agents de la protection civile vers la morgue du CHU d'Oran.

Par ailleurs, une collision à Oran entre un bus de transport de voyageurs et un véhicule utilitaire a fait deux blessés qui ont été acheminés vers les urgences médico-chirurgicales (UMC) du CHUO.

TISSEMSILT :

Réception du tronçon de la wilaya de la ligne ferroviaire Boughzoul-Tissemsilt en juin prochain

Le tronçon de la ligne ferroviaire Boughzoul (Médéa)-Tissemsilt, de 17 kilomètres traversant la wilaya de Tissemsilt, sera réceptionné au mois de juin prochain, a-t-on appris lundi de la directrice des transports, Tourki Zahia.

En marge d'une visite d'inspection du wali, elle a indiqué que les travaux de ce tronçon qui devaient s'achever en fin d'année dernière ont été retardés à cause de l'épuration de la situation financière de cinq entre-

prises chargées de sa concrétisation.

Cette ligne ferroviaire devra désenclaver la wilaya en la raccordant aux wilayas limitrophes et contribuer par conséquent au développement de la région, a souligné la même responsable.

Le taux d'avancement des travaux de ce tronçon a atteint actuellement 76 pour cent avec la réalisation de 94 pc des ouvrages d'art, a fait savoir Mme Tourki, signalant que le projet de la ligne ferroviaire Boughzoul-Tissemsilt s'étendait sur 131 km est doté d'une enveloppe de 45 milliards DA.

En inspectant ce projet, le wali de Tissemsilt, Abdelkader Benmessaoud a insisté sur la coordination entre différents services et entreprises pour accélérer les travaux.

Les autorités de la wilaya veillent à assurer un accompagnement permanent aux entreprises de réalisation du projet en programmant des visites au chantier tous les trois semaines.

Le chef de projet, Abdelkader Chandelari a prévu la fin des travaux de la gare ferroviaire principale de Tissemsilt en juin prochain, soulignant que cette gare est construite selon les normes modernes disposant de commodités nécessaires. Pour sa part, le wali a annoncé des projets d'habitat et d'équipements publics dont un parking pour véhicules à proximité de cette infrastructure.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION: 43 morts et 1142 blessés en une semaine

Quarante-trois (43) personnes ont trouvé la mort et 1.142 autres ont été blessées dans 1.010 accidents de la circulation survenus durant la période du 21 au 27 janvier 2018 à travers le territoire national, selon un bilan rendu public hier par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus tragique a été enregistré au niveau de la wilaya de Saïda où 17 personnes sont décédées et 29 autres ont été blessées dans 8 accidents de la route, précise la même source.

Les unités de la Protection civile ont enregistré, durant la même période, 4.670 interventions dans le cadre d'opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses.

EL TARF : 18 blessés dans une collision entre un bus et un camion semi-remorque à Ain Assel

Dix-huit (18) personnes dont onze (11) femmes et un enfant de moins de trois ans ont été blessés dans un accident de la circulation survenu, mardi, à la sortie Est de la commune de Ain Assel, a-t-on appris auprès des services de la protection civile.

Selon la même source, l'accident s'est produit, sur un tronçon de la RN 44 reliant El-Kala (El Tarf) à Annaba, lorsqu'un bus de transport des voyageurs assurant la desserte El Kala-Ain Assel est entré en collision avec un camion semi-remorque.

Douze (12) des victimes de cet accident (7 femmes et 5 hommes) dont les blessures ont été jugées "légères" ont été acheminées par les éléments de la Protection civile vers l'établissement public hospitalier d'El Tarf et les six (6) autres victimes dont un enfant de moins de 3 ans ont été pris en charge par des particuliers bénévoles, a-t-on encore détaillé.

Les blessés sont âgés entre 3 et 81 ans a signalé la même source, indiquant que le chef de l'exécutif local, accompagné du président de l'Assemblée populaire de la wilaya (P/APW) Lakhdar Bouhara se sont, aussitôt, rendus à l'hôpital pour s'enquérir de l'état de santé des victimes.

Une enquête a été, par ailleurs, ouverte par les services compétents pour déterminer les causes exactes de cet accident de la circulation, a-t-on ajouté de même source.

APS

INDE Vague de diabète adulte et d'hypertension

L'Inde, qui représente un sixième de la population mondiale, connaît une vague de diabète adulte et d'hypertension artérielle qui frappe les riches comme les pauvres, révèle une étude représentative du pays menée parmi plus de 1,3 million de personnes.

Ces deux pathologies accroissent fortement le risque de maladies cardio-vasculaires et de mortalité, rappellent les auteurs de cette étude effectuée entre 2012 et 2014 et publiée lundi dans le *Journal of the American Medical Association (JAMA)*, *Internal Medicine*.

"Chez les Indiens d'âge moyen et plus âgés vivant dans l'ensemble des régions de l'Inde et appartenant à tous les groupes socioéconomiques, la fréquence du diabète adulte (type 2) et de l'hypertension, atteint des taux alarmants", écrit dans un éditorial accompagnant la recherche la docteure Alka Kanaya, professeure adjointe de l'Université de Californie à San Francisco.

Au total, la prévalence du diabète est de 6,1% de la population parmi les femmes et de 6,5% chez les hommes, ce qui reste moins élevé qu'en Chine et aux États-Unis où ce taux est respectivement 12% et 9% des adultes. Quant à l'hypertension, 20% des femmes et 24,5% des hommes en souffrent en Inde. Même chez les jeunes adultes de 18 à 25 ans, les auteurs ont été surpris du taux élevé d'hypertension (12%).

"La fréquence de l'hypertension en Inde est plus élevée chez les adultes de moins de 45 ans qu'on ne l'estimait auparavant et dépasse aussi celle en Europe centrale et de l'Est. Ce groupe démographique dans ces régions du vieux continent était considéré jusqu'alors comme ayant le taux le plus élevé d'hypertension", précisent les auteurs.

Parmi les foyers indiens les plus démunis dans des régions rurales, le taux de diabétiques et d'hypertendus atteint respectivement 5,9% et 30%. Selon les responsables sanitaires, la fréquence élevée de ces maladies s'explique par une combinaison de tabagisme étendu, de susceptibilité génétique au diabète et un manque d'accès à des soins médicaux de qualité.

"Comprendre comment les taux de diabète et d'hypertension varient dans un pays aussi peuplé que l'Inde est essentiel pour mettre en oeuvre une prévention, un dépistage et des services de traitement efficaces", explique Pascal Geldsetzer, chercheur à la faculté de médecine de l'Université de Harvard (Massachusetts).

"L'Inde dispose d'une fenêtre pour investir dans son système de santé publique pour répondre efficacement à cette double épidémie de diabète et d'hypertension, deux grandes causes de mortalité", estime le docteur Rifat Atun, professeur à Harvard.

APS

TABAC

Le vapotage accroîtrait le risque de cancer et de maladies cardiaques

Fumer des cigarettes électroniques pourrait accroître le risque de certains cancers ainsi que de maladies cardiaques, selon les résultats préliminaires d'une étude effectuée sur des souris et des cellules humaines en laboratoire.

Ces travaux qui laissent penser que la vapeur de nicotine serait peut-être plus nocive qu'on ne le pensait, ont été menés par des chercheurs de la faculté de médecine de l'université de New York publiés lundi dans les *Comptes-rendus de l'Académie américaine des sciences (PNAS)*. Les rongeurs, exposés au vapotage pendant douze semaines, ont aspiré de la vapeur de nicotine équivalente en dose et durée à dix ans de vapotage pour les humains. À la fin de cette expérience, les scientifiques ont constaté des dommages dans l'ADN des cellules des poumons, de la vessie et du cœur de ces animaux ainsi qu'une réduction du niveau de protéines réparatrice des cellules dans ces organes comparativement aux souris qui avaient respiré de l'air filtré pendant la même période.

Des effets néfastes similaires ont été observés dans des cellules humaines de poumon et de vessie exposées en laboratoire à de la nicotine et à un dérivé cancérigène de cette substance (nitrosamine). Ces cellules ont subi notamment des taux plus élevés de mutations tumorales.

"Bien que les cigarettes électroniques contiennent moins de substances carcinogènes que les cigarettes conventionnelles, le vapotage pourrait présenter un risque plus grand de contracter un cancer pulmonaire ou de la vessie ainsi que de développer des maladies cardiaques", écrivent les chercheurs dont le professeur Moon-Shong Tang, professeur de médecine environnementale et de pathologie à la faculté de médecine de l'université



de New York, le principal auteur. Les fabricants de cigarettes électroniques font valoir qu'elles sont une alternative plus sûre que les produits traditionnels du tabac. Des recherches pour examiner les effets à long terme sur la santé du vapotage ont été effectuées mais les conclusions sont mitigées.

En 2016, le Médecin général des États-Unis (US Surgeon General), Vivek Murthy a estimé que "l'ampleur du vapotage parmi les jeunes Américains constituait une inquiétude majeure de santé publique", citant une augmentation de 900% du taux d'utilisation des cigarettes électroniques parmi les lycéens. Un rapport des Académies américaines des sciences et de médecine

publiée le 23 janvier a conclu que la nicotine contenue dans les cigarettes électroniques pouvait créer une accoutumance chez les jeunes, les prédisposant à fumer du tabac. Les auteurs qui ont analysé 800 études scientifiques, ont également estimé que le vapotage serait moins nocif que de fumer des cigarettes conventionnelles et pourrait aider les fumeurs à arrêter.

Par conséquent, "à ce stade, on ignore si la cigarette électronique a un impact positif ou négatif sur la santé publique", concluaient-ils.

Actuellement 18 millions d'Américains vapotent dont 60% sont des lycéens, selon les estimations fédérales.

TCHAD:

Grève générale illimitée dans le secteur public

Une grève générale illimitée a été lancée dans le secteur public au Tchad, a annoncé lundi dans un communiqué conjoint la Plateforme syndicale revendicative regroupant les trois principaux syndicats du pays.

L'Union des syndicats du

Tchad (UST), le Syndicat national des enseignants-chercheurs du supérieur et la Confédération indépendante des syndicats du Tchad qui composent la Plateforme syndicale revendicative, "protestent contre la politique d'austérité du gouvernement", in-

dique le communiqué.

Confronté à une crise économique, le gouvernement tchadien, après avoir réduit de 50% les indemnités des travailleurs depuis dix-huit mois, vient de faire de nouvelles coupes sur d'autres avantages, ont fait remarquer des protes-

taires. "Soucieuse de la santé des compatriotes hospitalisées et de certaines urgences", la Plateforme syndicale revendicative instaure un service minimum d'une semaine allant du mardi 30 janvier au 6 février 2018, selon le communiqué conjoint.

Les Etats-Unis lèvent l'interdiction visant les réfugiés de 11 pays

Les États-Unis ont levé lundi l'interdiction d'entrée sur le territoire américain qui ciblait des réfugiés de 11 pays, mais ont en contrepartie durci leurs conditions d'admission, a indiqué le département de la Sécurité intérieure (DHS) dans un communiqué.

Les responsables américains n'ont pas dévoilé la liste des pays concernés, mais il s'agirait de l'Égypte, l'Iran, l'Irak, la Libye, le Mali, la Corée du Nord, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan, la Syrie et le Yémen, selon les indications d'organismes s'occupant de réfugiés.

Les autorités américaines ont également annoncé un renforcement de la sécurité et des recommandations dans les procédures du Programme américain d'admission des réfugiés (USRAP), notamment le renforcement des vérifications des demandes d'asile et une actualisation régulière de la liste des pays à haut risque ainsi que des critères de sélection des réfugiés. "Il est d'une importance cruciale



que nous sachions qui entre aux États-Unis", a expliqué la patronne du DHS, Kirstjen Nielsen. "Ces mesures de sécurité supplémentaires rendront (la tâche) plus difficile pour les mauvais acteurs d'exploiter notre programme pour les réfugiés et elles s'assureront que nous prenons une approche plus basée sur le risque dans la protection de notre patrie", a-t-elle ajouté. Les États-Unis avaient annoncé

en octobre la suspension de l'interdiction d'entrée des réfugiés, quatre mois après sa mise en place dans le cadre d'un décret migratoire très controversé.

L'administration Trump a également décidé de réduire drastiquement le nombre d'admissions de réfugiés permises aux États-Unis pour 2018. Seulement 45.000 personnes seront admises, contre 53.000 en 2017.

BELGIQUE: 5 morts dans un drame familial



Un homme de 39 ans s'est probablement suicidé à Bruxelles après avoir tué son ex-épouse et leurs trois enfants âgés de six, huit et dix ans, ont rapporté lundi les médias belges.

Le corps du père a été découvert lundi matin au pied d'un immeuble de la commune bruxelloise de Molenbeek, où les secours avaient été appelés vers 05h30 en raison de l'incendie d'une voiture dans le sous-sol du bâtiment. L'homme se serait jeté du 20^e étage de l'immeuble.

La police s'est alors rendue au domicile de l'ex-épouse pour l'alerter, à Beersel dans le Brabant flamand (centre). Elle y a découvert les corps sans vie de cette dernière et des enfants du couple qui avait récemment divorcé.

L'hypothèse d'une tragédie familiale est privilégiée par les enquêteurs. "Nous tentons à présent de vérifier l'exactitude de cette hypothèse", a souligné une porte-parole du parquet de Halle-Vilvorde citée par l'agence Belga.

BRÉSIL: La fièvre jaune fait plus de 50 morts depuis le début de l'année



La fièvre jaune sème un vent de panique au Brésil, où 52 personnes sont déjà mortes à Sao Paulo depuis le début de l'année, selon les derniers chiffres officiels. Ces chiffres font état de 52 morts pour 134 cas recensés à Sao Paulo depuis le début de l'année, contre 16 décès pour 53 cas sur tout 2017.

La ruée vers les vaccins a provoqué une rupture de stock inquiétante, alors que la maladie progressait dans les Etats voisins de Minas Gerais et de Rio de Janeiro, ce qui inquiète d'autant plus à l'approche du célèbre carnaval carioca, début février. Les services de santé de l'Etat de Rio ont confirmé la semaine dernière la mort de huit personnes depuis le début de l'année.

Lors du premier semestre 2017, la maladie avait déjà atteint ces régions du sud-est du Brésil, et fait 261 morts, pour 777 personnes contaminées au niveau national. Pour contenir cette nouvelle poussée de fièvre jaune,

le gouvernement fédéral a lancé une vaste campagne de vaccination de 21,8 millions de personnes. Cette campagne a débuté jeudi dernier à Sao Paulo.

Afin d'éviter le risque de pénurie, les trois quarts seront immunisés à l'aide de doses fractionnées, correspondant à un cinquième de la dose traditionnelle, mais apparemment efficaces sur une période de huit ans. L'Etat de Sao Paulo, qui rassemble 45 millions d'habitants, près d'un quart de la population du Brésil, a restreint le début de cette campagne aux zones considérées à risque. Mais de plus en plus de cas ont été constatés à proximité de zones urbaines, ce qui est beaucoup plus inhabituel.

Le ministre de la Santé, Ricardo Barros, a démenté les risques de pénurie de vaccins, assurant la semaine dernière que "tous les Brésiliens pourraient être vaccinés sous 60 jours si nécessaire".

Le Pentagone veut que ses soldats soient plus prudents avec le sport connecté

Le Pentagone va passer en revue les pratiques de sport connecté de ses soldats, après la publication d'une application permettant de dévoiler leurs bases et leurs déplacements en zone de guerre.

La carte, créée par cette app de Strava Labs, montre le mouvement de ses usagers dans le monde entier. S'il peut être rassurant pour un joggeur ou une cycliste de laisser des proches connaître leur route, il en va un peu différemment pour des militaires américains basés en Irak, en Afghanistan voire en Syrie.

"Nous allons jeter un œil sur notre règlement en la matière pour être certain de notre sécurité opérationnelle et de la protection de nos forces", a expliqué le colonel Rob Manning, porte-parole du Pentagone.

"La publication récente de données souligne le besoin d'être conscient de son environnement", a souligné le colonel. Un euphémisme pour dire que les militaires déployés dans des zones de conflit ou sur des bases plus ou moins secrètes devraient faire preuve de plus de prudence.

L'usage de smartphones, de bracelets connectés mesurant les performances sportives mais aussi des réseaux sociaux ont compliqué la tâche des responsables de la sécurité des forces armées, qui mettent régulièrement en garde les militaires contre le partage d'informations sensibles sur des plateformes non protégées. De manière générale, la recommandation aux militaires est d'utiliser les réglages permettant le maximum de discrétion.

Dans un communiqué, Strava a rappelé qu'il est facile de ne pas se retrouver sur sa carte mondiale d'activités. "Les activités étant marquées comme privées et celles comprises dans les zones de confidentialité définies par les utilisateurs" sont exclues de la carte, a rappelé l'entreprise.

APS

ONU : Les souffrances liées à la faim dans les zones de conflit s'intensifient



L'insécurité alimentaire dans les pays touchés par un conflit continue de se dégrader, ce qui signifie que les efforts pour apporter une aide alimentaire aux communautés affectées et pour soutenir leurs moyens d'existence demeurent particulièrement vitaux, a déclaré un rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

Selon un communiqué de l'ONU rendu public lundi, ce rapport adressé au Conseil de sécurité de l'ONU couvre 16 pays, dont l'Afghanistan, le Burundi, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Guinée Bissau, Haïti, l'Iraq, le Liban avec les réfugiés syriens, le Libéria, le Mali, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan, la Syrie, l'Ukraine, le Yémen, et la zone transfrontalière du bassin du lac Tchad.

Pour la moitié de ces endroits, l'évaluation menée par la FAO et le PAM indique qu'un quart de la population est confrontée à des niveaux de famine critiques ou d'urgence, conformément au Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC).

Dans les pays où plus du quart de la population est confrontée à une situation de faim aiguë, le document souligne qu'au Yémen, près de 60% de la population est touchée, soit 17 millions de Yéménites. Plus de 4,8 millions de Sud-Soudanais ne sont pas épargnés, soit 45% de la population. 6,5 millions de personnes souffrent d'une faim aiguë en Syrie

(33% de la population). La même proportion (33%) est notée au Liban où 1,9 million de personnes sont confrontées à la faim, en raison notamment du grand nombre de réfugiés syriens. Les autres pays mentionnés dans ce document restent, la Centrafrique (26% soit 1,1 million), l'Ukraine (26%, 1,2 million), l'Afghanistan (25%, 7,6 millions) et la Somalie (25%, 3,1 millions). Selon la FAO et le PAM, ces pays ne sont pourtant pas les seuls à susciter une vive inquiétude. En République démocratique du Congo, où de vives inquiétudes liées à la sécurité alimentaire ont été éclipsées par d'autres crises en Afrique, la situation se détériore rapidement. 11% de la population du pays est maintenant en situation de crise ou a dépassé ce niveau selon l'échelle IPC. A cela s'ajoutent 7,7 millions de personnes confrontées à une situation de faim aiguë. Au Soudan, 3,8 millions de personnes sont considérées comme ayant atteint le niveau de crise ou l'ayant dépassé selon l'échelle IPC. Elles sont 3,2 millions en Iraq. Dans le bassin du Lac Tchad, elles sont au nombre de 2,9 millions. Au Burundi et en Haïti, elles sont respectivement 1,8 et 1,3 million.

Dans ces pays, il existe un facteur commun compromettant la sécurité alimentaire : les conflits. En effet, selon la dernière évaluation de l'ONU sur la sécurité alimentaire mondiale, l'intensification des conflits est la principale raison derrière la récente résurgence de la faim dans le monde après plusieurs décennies de déclin.

LIBYE Quelque 13.000 migrants africains ont été évacués

Environ 13.000 migrants africains ont été évacués de Libye depuis début décembre, a assuré lundi le président de la Commission de l'Union africaine, près de deux mois après des révélations sur l'esclavage de migrants dans ce pays nord-africain.

Début décembre, l'Union africaine avait dit ambitionner de rapatrier 20.000 migrants avant la mi-janvier, et si M. Faki a reconnu "un peu de retard", il a également assuré que le processus est "en cours".

"Nous sommes aux alentours de 13.000", a soutenu M. Faki, lors d'une conférence de presse à la fin d'un sommet de l'Union africaine à Addis Abeba. "Nous

recevons (des migrants, ndlr) jour par jour (...), les deux-tiers sont déjà rapatriés, et le processus continue".

Après les révélations récentes de migrants noirs vendus "comme des esclaves" en Libye, neuf pays européens et africains appuyés par l'ONU, l'Union européenne et l'Union africaine, ont décidé de mener des "opérations d'évacuation d'urgence" de migrants victimes de trafiquants. Les rapatriements ont notamment pu avoir lieu grâce à des vols affrétés par des pays africains. Le Niger et le Rwanda ont par ailleurs offert l'asile à ceux qui ne pouvaient pas retourner dans leur propre pays.

MAL DE DOS ET SI C'ÉTAIT UNE MALADIE INFLAMMATOIRE ?

Une campagne à destination des jeunes vient d'être lancée au sujet des maux de dos d'origine inflammatoire, ou spondylarthrite. Cette maladie chronique pourrait toucher une personne sur cinq, alors même qu'elle est souvent ignorée par ceux qui en souffrent.



Votre mal de dos a-t-il commencé avant vos 40 ans ? S'est-il développé progressivement ? S'améliore-t-il lors de vos mouvements ? Le repos est-il inefficace pour vous soulager ? Souffrez-vous d'un mal de dos la nuit qui s'améliore au levé ?

Si vous avez répondu oui à au moins 4 de ces 5 questions, vous souffrez peut-être d'un mal de dos inflammatoire appelé spondylarthrite.

Cette maladie chronique est en fait un rhumatisme inflammatoire qui touche la colonne vertébrale, et qui peut survenir dès l'adolescence. Elle occasionne des douleurs lombaires et des raideurs persistantes qui peuvent peser au quotidien (réveils nocturnes, difficultés à bouger...). Or, 20% de la population vit avec un mal de dos chronique depuis plus de 3 mois, et 1 personne sur 20 souffre d'un mal d'origine inflammatoire.

Pour éviter les retards de diagnostic de la spondylarthrite, une entreprise pharmaceutique (Abbvie) et plusieurs associations de patients ont décidé de sensibiliser le grand public à cette affection méconnue.

Ils ont lancé une campagne appelée « Ne lui tournez pas le dos » pour toucher les jeunes, qui ont tendance à ignorer leurs symptômes. L'initiative comprend la mise en place d'un questionnaire en 5 points, pour inciter la personne à consulter son médecin si son mal de dos semble d'origine inflammatoire. L'édition 2015 a misé sur les réseaux sociaux, en partageant des vidéos-clips illustrant des situations de la vie courante sur YouTube, Twitter et Facebook. L'une d'elle met notamment en lumière les douleurs de type « décharge électrique » qui peuvent survenir lors de danses ou de mouvements brusques et physiques.

Parallèlement, plus de 1 300 pharmacies ont accepté de relayer des conseils et des informations au sujet de la spondylarthrite, en distribuant des brochures à ce sujet.

Si 90% des malades sont porteurs d'une prédisposition génétique, la spondylarthrite peut aussi survenir inopinément à la suite d'autres affections. Le traitement repose majoritairement sur une prescription d'anti-inflammatoires non-stéroïdiens pour soulager la douleur.

SACHEZ IDENTIFIER LA DOULEUR

Pour une personne sur 20 souffrant d'un mal de dos chronique, l'inflammation est la principale responsable. Laure Gossec, rhumatologue à la Pitié Salpêtrière, indique quels sont les signaux qui doivent alerter patients et médecins pour mieux prendre en charge la douleur.

Près de 80% de la population mondiale sera amenée, un jour ou l'autre à souffrir d'un mal de dos. Dans la plupart des cas, ce mal de dos est mécanique et provoqué par une mauvaise posture ou un faux mouvement. En revanche, pour environ un patient sur 20, la douleur est d'origine inflammatoire. Dans ce cas, le diagnostic est souvent difficile à faire et certains patients peuvent attendre jusqu'à 10 ans ou plus avant que leur douleur soit correctement identifiée. Le Dr Laure Gossec, rhumatologue, fait le point sur ce sujet.

Pourquoi un mal de dos inflammatoire est-il si difficile à diagnostiquer ?

Le mal de dos d'origine mécanique, le plus fréquent, est causé par le port de charges lourdes, des efforts physiques trop intenses ou des traumatismes. Le mal de dos inflammatoire ne concerne que

5% des maux de dos. Il existe plusieurs causes susceptibles d'être à l'origine de la douleur, dont certaines sont difficiles à diagnostiquer. Le plus souvent, ce sont des maladies auto-immunes. Lorsqu'une personne consulte pour une douleur au dos, le médecin prescrit des anti-inflammatoires. En cas de mal de dos inflammatoire, ces médicaments vont soulager le patient pendant quelques années, mais l'effet va perdre d'efficacité car la maladie va s'aggraver. Parfois, des jeunes de 25-30 ans se retrouvent le dos douloureux parce que leurs vertèbres se sont soudées.

Comment traiter un mal de dos inflammatoire ?

Pour éviter ces cas extrêmes, un bon diagnostic est essentiel. Le patient souffrant d'un mal de dos inflammatoire pourra donc être soigné correctement, avec une forte dose d'anti-inflammatoires adaptés à son état de santé, prise à des horaires plus efficaces. Un suivi régulier avec un kinésithérapeute et de l'exercice physique pour muscler le dos sont également essentiels pour aider à garder une bonne posture.



Quels sont les signes d'un mal de dos inflammatoire ?

Une douleur qui dure depuis plus de trois mois, chez une personne de moins de 45 ans, particulièrement forte la nuit et le matin, au réveil et qui s'améliore lors d'un exercice physique. Le but de la campagne de sensibilisation

« Ne lui tournez pas le dos » est justement d'aider le patient à s'orienter, de faciliter son parcours et de raccourcir les délais de diagnostic.

Peut-on prévenir le mal de dos ?

Pour éviter un mal de dos mécanique, il faut faire attention à son dos en pliant les

genoux lorsqu'on se penche, éviter d'être en surpoids, marcher au moins 30 minutes par jour et pratiquer des exercices pour muscler le dos et la sangle abdominale.

En revanche il n'existe pas de mesures préventives pour éviter le mal de dos inflammatoire.

LOMBALGIE : LES SOLUTIONS DOUCES QUI SOULAGENT LA DOULEUR



Un exercice pour lutter contre le tassement

On sait que les tensions musculaires, voire les contractures, sont sources de douleur. Le Dr Bernadette de Gasquet, médecin et professeur de yoga propose un exercice pour lutter contre le tassement du dos par l'auto-grandissement. "L'auto-grandissement entraîne l'allongement de la distance coccyx-sommet de la tête avec une augmentation des espaces intervertébraux et l'étirement des muscles du dos" explique-t-elle dans son livre *Gym avec une chaise* (Ed. Marabout).

Assis au bord du siège, posez les os du bassin sur lesquels vous êtes assis dans le siège et, en même temps, poussez le sommet de la tête vers le plafond. Il est très important de faire les deux gestes en même temps et non de pousser tantôt sur les fesses, tantôt sur la tête.

Vous devez sentir votre dos se rigidifier et les abdominaux du bas du ventre se durcir. Grandissez-vous le plus possible, comme si vous étiez sous une toise que vous repoussez avec le sommet de la tête, en continuant à pousser les os du bassin dans le siège.

Une position de relaxation pour détendre votre dos

Après une journée de travail, au lieu de vous asseoir dans le canapé, restez 10 minutes dans la position suivante :

Allongez-vous sur le dos, devant une chaise. Placez vos jambes (pieds et mollets) sur la chaise et vos fesses légèrement en-dessous pour ne pas cambrer le dos.

Placez un petit oreiller ou vos mains sous la bosse du crâne (et non sous la nuque).

Observez votre respiration. Comme l'explique Bernadette de Gasquet : "C'est une posture marginale qui détend. En quelques minutes, vous effacez toutes les tensions depuis la nuque, le haut du dos, les reins, jusqu'au bas du dos. Même avec une sciatique ou un lumbago, cela soulage énormément et enlève les contractures."

SIDA : UN ESSAI PROMETTEUR RELANCE LA PISTE DE L'IMMUNOTHÉRAPIE

Un essai prometteur remet au goût du jour l'idée d'un traitement d'immunothérapie pour les malades du sida, pour booster leur système immunitaire plutôt que de s'attaquer simplement au virus et freiner l'avancée de la maladie.

Quand on parle d'immunothérapie, on pense surtout aux traitements contre le cancer. Pourtant, cette approche pourrait être également bénéfique pour traiter les malades du sida, d'après une nouvelle étude scientifique publiée dans la revue *Nature*. Actuellement, ce sont les traitements antirétroviraux qui sont privilégiés. Ils visent uniquement à freiner la dissémination du virus VIH dans l'organisme et ne permettent pas d'éradiquer la maladie.

L'immunothérapie en revanche a pour but de booster le système immunitaire du patient, afin qu'il s'attaque directement au virus. Jusque-là peu concluante, cette approche a donné de bons résultats lors d'un essai clinique de phase I mené par des chercheurs de l'Université Rockefeller de New-York aux États-Unis. Une seule dose d'anticorps (une protéine du système immunitaire) baptisé 3BNC117 a permis, après injection chez les séropositifs, de neutraliser le virus du sida pendant plusieurs semaines. Cette substance permettrait en fait de s'attaquer au système immunitaire du malade, qui devient affaibli à mesure que le virus se répand dans l'organisme.

L'essai a été mené sur 12 personnes séronégatives ainsi que 17 séropositifs, porteurs du VIH. Des doses plus ou moins fortes de l'anticorps ont été injectées, mais c'est la dose la plus élevée qui a



abouti à la baisse la plus importante de la charge virale, la quantité de virus par millilitre de sang. Cette chute de charge virale a été particulièrement marquée entre le 4ème et le 28ème jour après l'injection. La charge est revenue à son niveau d'origine avant injection au bout de 56 jours, dans quatre cas sur huit.

Au vu de ces observations, les chercheurs estiment «qu'une

monothérapie avec seulement 3BNC117 est insuffisante pour contrôler l'infection et sans doute une combinaison de substances anticorps sera nécessaire pour contrôler complètement la charge virale.»

Quoi qu'il en soit, et si l'étude est encore imparfaite, les chercheurs considèrent la piste de l'immunothérapie comme prometteuse. Et si son coût est supé-

rieur à celui des traitements antirétroviraux, son efficacité prolongée est d'autant plus intéressante et doit être sérieusement considérée.

Prochaine étape pour l'équipe de recherche : tester l'antigène sur des séropositifs également traités avec antirétroviraux, ou même évaluer son efficacité en prévention d'une contamination au VIH.

DE QUOI LE SANG EST-IL COMPOSÉ ET À QUOI SERT-IL ?

Notre corps en contient 5 à 6 litres, ce qui équivaut à 7 à 8 % de notre masse corporelle. Il circule dans les vaisseaux sanguins, aussi bien dans les artères que dans les veines.

Si le sang est un liquide biologique que tout le monde connaît, sa composition et son rôle sont moins évidents.

Parce qu'il irrigue l'ensemble de nos organes, le sang sert à alimenter ces derniers en oxygène en provenance des poumons, mais aussi à leur donner des nutriments essentiels et à les débarrasser des déchets. Face à une infection, le sang permet également de diffuser les cellules du système immunitaire aux organes nécessitant.

Les hormones sécrétées par nos glandes (foie, pancréas, ovaires, testicules) sont également dispersées grâce au sang. On distingue le sang artériel riche en oxygène et en éléments nutritifs à destination des organes, du sang veineux pauvre en oxygène, riche en dioxyde de carbone et en déchets. Ce second type de sang sera acheminé vers les poumons pour l'élimination du CO₂ et vers les organes de traitement et d'élimination des déchets (foie, reins).



55% de plasma et 45% de cellules

Le sang est constitué à 45% de cellules, qui baignent dans un liquide salé : le plasma.

Sont également présentes dans ce plasma les éléments dissous à destination des organes, telles que l'oxygène, le glucose, le cholestérol, les sels minéraux, les nutriments etc. On distingue trois types de cellules essentielles dans le sang : les globules rouges, les globules blancs et les plaquettes. Les globules

rouges (aussi appelées hématies) sont des cellules riches en hémoglobine, une protéine qui fixe le fer et permet le transport de l'oxygène et le dioxyde de carbone. C'est cette protéine qui, lorsqu'elle est en défaut, entraîne une anémie, qui peut être due à une carence en fer. L'hémoglobine donne au sang sa couleur rouge caractéristique. Les globules blancs sont des cellules du système immunitaire, qui assurent la défense de l'organisme face aux infections. Un adulte en bonne santé en possède entre 4 et 11 milliards par litre de sang.

Enfin, les plaquettes sont des fragments de cellules capables d'agglomération. Elles servent donc à la coagulation du sang et sont responsables de la formation d'une croûte lors d'une blessure. Parce qu'elles sont formées dans la moelle osseuse, elles sont moins présentes chez les malades atteints de cancers et traités par chimiothérapie, un traitement hautement toxique pour la moelle osseuse. Ceux-ci nécessitent alors des transfusions régulières de plaquettes, qui ne se conservent que 5 jours. Les dons réguliers sont donc d'autant plus nécessaires.

UA/ONU/SOMALIE/ POLITIQUE L'UA demande plus de soutien de l'ONU pour préparer les élections somalienne de 2020

Le commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union Africaine (UA), l'ambassadeur Smail Chergui, a appelé lundi à plus de soutien de la part de l'ONU pour organiser les élections nationales en Somalie en 2020, ont rapporté des médias.

M. Chergui, qui s'exprimait en marge de la deuxième journée de la 30ème Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernements de l'UA, a déclaré que le budget de l'UA pour les opérations de maintien de la paix en Somalie s'achève en mai 2018.

Il faisait référence à la Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM), mission régionale de maintien de la paix déployée en Somalie par l'Union Africaine avec l'approbation des Nations Unies.

L'AMISOM, déployée depuis maintenant 10 ans dans le pays, comptait à l'origine quelques centaines de soldats comparé à 22000 aujourd'hui.

La mission a subi pendant quelques temps des pressions monétaires et les pays contributeurs se sont inquiétés des pertes dans les rangs de leurs soldats. Actuellement, l'Ethiopie, le Kenya, le Burundi, l'Ouganda et Djibouti contribuent à la force de l'AMISOM. "S'il est important que nous regagnions des territoires et diminuions le groupe terroriste shebab, il est également important de former et de préparer les forces nationales somaliennes à prendre le relais pour que les progrès de ces processus inter-liés soient pérennes", a souligné M. Chergui.

"L'unanimité écrasante des Etats-membres de l'UA s'accorde à dire qu'il faut bâtir des institutions, promouvoir d'excellentes relations entre les leaders de la région et préparer la prochaine étape de 2020 pour organiser une nouvelle élection aux normes internationales", a poursuivi l'officiel.

"Il est bien entendu important de célébrer la défaite du groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech) en Syrie et en Irak, mais nous souhaitons que la communauté internationale mette à notre disposition les mêmes moyens et le même soutien pour que nous puissions récupérer rapidement les territoires contrôlés par les terroristes en Somalie, dans le bassin du lac Tchad, au Mali et dans le Sahel", a-t-il ajouté.

ETHIOPIE/CHINE/ COOPÉRATION L'Ethiopie et la Chine s'engagent à renforcer leur partenariat dans les domaines stratégiques

L'Ethiopie et la Chine ont annoncé lundi qu'elles s'engageaient à renforcer leur partenariat dans les domaines d'intérêt stratégique, ont rapporté des médias.

Selon l'Agence de presse Chine-nouvelle, les deux pays sont convenus de respecter cet engagement lors d'une rencontre entre Workneh Gebeyehu, ministre éthiopien des Affaires étrangères, et Chen Xiaodong, vice-ministre chinois des Affaires étrangères, en marge du 30e sommet de l'Union africaine (UA), qui se tient actuellement à son siège, à Addis-Abeba.

MM. Gebeyehu et Chen ont souhaité que le partenariat stratégique entre les deux pays continue à se renforcer, selon un communiqué publié lundi par le ministère éthiopien des Affaires étrangères.

"La Chine est un véritable partenaire de l'Ethiopie qui nous soutient dans nos efforts de développement et d'éradication de la pauvreté", a déclaré M. Gebeyehu, qui a ajouté que son pays était "satisfait de sa coopération avec la Chine".

Pour sa part, M. Chen a indiqué que la Chine était prête à approfondir son partenariat avec ce pays d'Afrique de l'Est dans tous les domaines d'intérêt commun, selon le même communiqué.

30^E SOMMET DE L'UA :

Engagement à renforcer l'intégration pour concrétiser le développement

Les dirigeants africains se sont engagés lundi au terme de leur sommet à Addis-Abeba (Ethiopie) à renforcer l'intégration du continent enfin de réaliser les objectifs en matière de paix, de sécurité et de développement.

Le principal mot d'ordre de cette 30ème session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA), ayant pour thème "Remporter la lutte contre la corruption : une voie durable pour la transformation de l'Afrique", était le renforcement de l'intégration africaine.

Le nouveau président de l'UA, Paul Kagamé, qui a succédé au Guinéen Alpha Condé, a réaffirmé sa volonté de réaliser les réformes des institutions panafricaines, un projet dont il s'est chargé depuis près de deux ans.

Il a également exprimé sa détermination à œuvrer en faveur de l'intégration africaine pour encourager le développement du continent dans le cadre de l'agenda 2063.

L'intégration du continent est le projet phare de l'UA, dont les Etats membres se sont dit résolus à matérialiser sur le terrain à travers l'accélération des échanges notamment dans le domaine commercial.

Plusieurs projets adoptés

Dans son allocution finale, le président de la Commission de l'UA a indiqué que, dans le cadre des réformes de l'Union, plusieurs projets ont été adoptés à ce sommet, et qui sont, a-t-il noté, "des pas décisifs dans l'intégration du continent", en s'attendant à des résultats très encourageants.

Dans le cadre de cette réforme, il est question plus de clarté dans le travail des institutions de l'UA afin d'éviter



un chevauchement des missions avec les organisations régionales.

Il est également au programme de donner une indépendance financière de l'Union africaine, pour cela les Etats membres devront financer près de 40% du budget programme de l'organisation en 2018.

Pour renflouer les caisses de l'Union, une taxe de 0,2 % sur les importations éligibles avait été instaurée à ce propos et plus de 20 Etats africains ont déjà commencé la mise en œuvre de cette mesure.

Avec le soutien de la Commission des Etats membres "Nous sommes prêt à avancer dans le sens de la mise en œuvre de l'agenda 2063", a-t-il relevé.

Parmi ces projets inscrits dans le programme de l'UA, il a cité notamment, la Zone de la libre circulation continentale (Zlec), le projet sur le ciel aérien commun, ainsi que celui de la libre circulation des personnes, en établissant un passeport africain.

La Zlec est un projet phare de l'agenda 2063, dont le but est de faire de l'intégration économique de l'Afrique une réalité.

Ce nouveau cadre d'échange vise à éliminer progressivement les droits de douane sur le commerce intra-africain, permettant aux entreprises africaines de négocier plus facilement sur le continent, et répondre efficacement à la croissance du marché africain.

Soutien à la relance des négociations directes entre le Maroc et la RASD

D'autres décisions ont, en outre été adoptées, lors de cette 30ème Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement notamment celle concernant le conflit au Sahara occidental.

Ainsi la Conférence a adopté par consensus une décision de soutien à la relance du processus de négociation entre le Maroc et la République arabe sahraoui démocratique (RASD) en vue de parvenir à une solution durable au conflit du Sahara occidental qui soit conforme à la lettre et à l'esprit des décisions pertinentes de l'ex-Organisation de l'Unité africaine (OUA), de l'Union africaine (UA) et des Nations unies.

Le prochain sommet de l'UA se tiendra en Mauritanie, en juillet 2018.

AFRIQUE/TERRORISME/ARMES

Les pays africains appelés à plus d'engagement et de volonté pour faire taire les armes sur le continent

L'Union africaine (UA) a appelé, lundi à Addis-Abeba, les Etats membres à faire preuve de plus d'engagement et de volonté politique afin de créer les conditions idoines pour faire taire les armes en Afrique et permettre ainsi l'avènement d'un continent sans conflit, conformément à la vision l'agenda 2063 de l'Organisation.

Se basant sur le rapport du Conseil de paix et sécurité (CPS) relatif à la mise en œuvre de la Feuille de route principale de l'Union sur les mesures pratiques pour faire taire les armes en Afrique à l'horizon 2020 (FPUA), dont l'APS a obtenu une copie, l'Union a relevé que "même si des progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre de cette Feuille de route, plusieurs défis restent à relever".

En ce sens, le CPS a déploré dans son rapport "le financement insuffisant pour soutenir la mise en œuvre de la FPUA et l'absence de cohérence de la part de l'UA dans l'application de ses

normes et instruments de prévention et de règlement des conflits sur le continent, ce qui affecte la crédibilité de l'Organisation".

Le CPS a également relevé que certaines régions d'Afrique, désertées et inhabitées, servent de champ d'action pour les terroristes, les trafiquants d'armes, les trafiquants d'êtres humains et de drogue ainsi que les blanchisseurs d'argent et autres réseaux criminels organisés.

Le CPS a aussi relevé les carences en matière de la réglementation dans le domaine maritime en Afrique, ce qui engendre des failles exploitées pour l'entrée illicite d'armes sur le continent pour être utilisées notamment dans des zones de conflit ou pour commettre des activités criminelles.

En ce sens et afin de mettre en œuvre la Feuille de route de l'UA pour faire taire les armes en Afrique, le CPS a appelé les pays membres de l'Union à fournir à leurs institutions (CAERT,

AFRIPOL) des informations leur permettant de recueillir des données sur les mouvements de terroristes, le trafic d'armes, le trafic d'êtres humains et de drogues, les flux financiers illicites et autres produits de contrebande qui contribuent à alimenter les conflits en Afrique. Le Conseil a en outre exhorté les pays membres de l'UA à renforcer davantage les régimes de contrôle de la prolifération illicite des armes et des flux financiers illicites, appelant aussi à partager les renseignements en temps opportun et de renforcer les mesures préventives contre les conflits.

Les Etats membres de l'UA sont également invités à améliorer leurs institutions de gouvernance, combattre vigoureusement la corruption et favoriser la création d'emplois plus particulièrement en faveur des jeunes et des femmes, conclut le rapport du CPS sur la Feuille de route visant à faire taire les armes en Afrique.

BRÉSIL: Lula n'est pas mort politiquement

L'ancien président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, favori des sondages pour la prochaine présidentielle, n'est pas mort politiquement en dépit de ses revers judiciaires, a affirmé lundi le président Michel Temer.

"C'est une figure très charismatique et ce n'est pas sans raison qu'il est en tête dans le moindre sondage.

(On ne peut pas) dire qu'il est mort politiquement (...), dire que son image, ses paroles, son action passée ne vont pas avoir d'influence...

Je ne pense pas qu'il soit mort", a déclaré M. Temer à la radio Bandeirantes de Sao Paulo.



L'avenir politique de Lula a été compromis par la confirmation en appel la semaine dernière d'une peine de prison de 12 ans et un mois pour corruption passive et blanchiment.

Mais Lula, président de 2003 à 2010, est plus que jamais déterminé à se présenter au scrutin d'octobre, pour lequel les sondages le donnent largement en tête des intentions de vote.

Sa défense va utiliser les possibilités de recours et l'icône de la gauche brésilienne a jusqu'au 15 août pour faire enregistrer sa candidature.

"Personnellement, je préférerais qu'il n'ait pas à faire face à toutes ces accusations, qu'il puisse se présenter à l'élection et être battu par les urnes, parce que cela pacifierait le pays", a ajouté le président brési-

lien.

"Evidemment sa non-participation créerait des tensions dans le pays".

Michel Temer avait remplacé la présidente Dilma Rousseff, la dauphine de Lula dont il était le vice-président, lorsqu'elle avait été destituée en 2016.

Il est devenu le plus impopulaire des présidents brésiliens depuis la fin de la dictature militaire (1985) et, à 77 ans, a décidé de ne pas se représenter.

Il avait déjà estimé il y a huit jours qu'"il serait démocratique" que Lula puisse se présenter à un troisième mandat.

"Ils ne veulent pas que je sois candidat, parce que plus ils m'accusent, plus ils me persécutent, plus je monte dans les sondages", a assuré l'ancien président, faisant référence aux juges et aux élites brésiliennes, qu'il accuse d'ourdir un complot contre lui.

COLOMBIE: Le gouvernement attribue les attentats contre la police à la guérilla de l'ELN...

Le ministre de la Défense colombien, Luis Carlos Villegas, a attribué, lundi, les trois attentats sanglants ayant visé, ces deux derniers jours, trois commissariats dans le nord du pays, à la guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN), indiquant que les opérations des services de sécurité de l'Etat contre l'organisation seront intensifiées.

Sept policiers ont été tués et 47 autres blessés dans trois attaques à l'explosif, perpétrées samedi et dimanche, contre des postes de police dans les départements de Barranquilla et de Bolivar (nord).

Dimanche, un groupe appartenant à l'ELN, le Front de guerre urbain national, a revendiqué, via les réseaux sociaux, l'attentat de samedi à Barranquilla, qui a fait cinq morts et 42 blessés parmi les forces de l'ordre.

M. Villegas a déclaré que l'analyse



du communiqué et d'autres messages publiés la veille par ce groupe, permet de conclure que l'ELN est responsable de ces attaques.

Il a également confirmé que l'individu soupçonné d'être l'auteur de

l'attentat de samedi à Barranquilla, arrêté sur les lieux de l'attaque, entretenait des liens avec l'ELN.

Ce groupe a démontré qu'il n'hésite pas de mener des actions terroristes contre la force publique, a-t-il dit, précisant que les opérations des services de sécurité de l'Etat contre l'ELN seront intensifiées.

Il a rappelé à ce sujet que 20 membres de ce groupe armé dont plusieurs chefs ont été tués lors des dernières semaines.

Abordant par ailleurs le processus de dialogue avec l'ELN, suspendu début janvier suite à la reprise des actions armées de cette guérilla, le ministre a précisé que le président Juan Manuel Santos tiendra dans la journée une réunion avec le négociateur en chef du gouvernement, Gustavo Bell pour "évaluer la situation du dialogue".

...Le président Santos suspend les négociations avec la guérilla de l'ELN

Le président colombien Juan Manuel Santos a suspendu lundi les pourparlers de paix avec la guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN) suite aux attentats attribués à cette dernière, qui ont tué sept policiers et fait des dizaines de blessés ce weekend.

"J'ai pris la décision de suspendre l'ouverture du cinquième cycle des négociations qui était prévu dans les prochains jours étant donné que je ne vois pas de cohérence de la part de l'ELN entre ses paroles et ses actes", a annoncé le chef de l'Etat lors d'une déclaration publique depuis la localité de La Palma (centre).

Plusieurs candidats aux prochaines élections présidentielles en Colombie, issus de la droite et du camp conservateur, ont appelé, lundi, le gouvernement du président Juan Manuel Santos à mettre fin au dialogue avec la guérilla de l'Armée de libération

nationale (ELN). Réagissant aux attentats sanglants ayant frappé ce week-end plusieurs commissariats du pays, attribués par le gouvernement à l'ELN, plusieurs candidats aux prochaines élections ont invité, dans des messages, publiés sur leurs comptes Twitter, l'Exécutif à faire preuve de "détermination et d'autorité" dans la lutte contre l'ELN, dernière guérilla encore active dans le pays.

Quatre mois du premier tour des élections présidentielles, la Colombie connaît un regain de violences sans précédent avec des attentats et des actions armées attribués à la guérilla de l'ELN.

Ces violences interviennent suite à l'expiration le 09 janvier d'un cessez-le-feu de 102 jours entre le gouvernement et le groupe armé.

En dépit de plusieurs rencontres, tenues la semaine dernière à Quito, en Equateur, les deux parties ne sont

pas parvenues à fixer une date pour la reprise des pourparlers de paix.

Le ministre de la Défense colombien, Luis Carlos Villegas, a averti lundi que les opérations des services de sécurité de l'Etat contre l'organisation seront intensifiées.

Sept policiers ont été tués et 47 autres blessés dans trois attaques à l'explosif, perpétrées samedi et dimanche, contre des postes de police dans les départements de Barranquilla et de Bolivar (nord).

Dimanche, un groupe appartenant à l'ELN, le Front de guerre urbain national, a revendiqué, via les réseaux sociaux, l'attentat de samedi à Barranquilla, qui a fait cinq morts et 42 blessés parmi les forces de l'ordre.

M. Villegas a déclaré que l'analyse du communiqué et d'autres messages publiés la veille par ce groupe, permet de conclure que l'ELN est responsable de ces attaques.

AFGHANISTAN: Trump exclut de parler avec les taliban

La président américain Donald Trump a exclu lundi toute discussion avec les talibans à ce stade, dénonçant leurs attaques contre "des innocents" à travers l'Afghanistan, deux jours après un attentat qui a fait plus de 100 morts à Kaboul.

"Nous ne sommes pas prêts à parler à ce stade", a lancé M. Trump lors d'une réunion à la Maison Blanche en présence des ambassadeurs des pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

"Ils tuent des gens de partout, des innocents, ils font exploser des bombes au milieu des enfants, au milieu des familles, ils tuent à travers tout l'Afghanistan", a-t-il poursuivi.

"Nous ne voulons pas parler avec les talibans.

Le moment viendra peut-être mais cela va prendre longtemps", a-t-il ajouté.

En présentant sa stratégie sur l'Afghanistan en août, M. Trump avait laissé la porte ouverte à un dialogue avec ces derniers.

"A un moment donné, après un effort militaire efficace, peut-être qu'il sera possible d'avoir une solution politique incluant une partie des talibans en Afghanistan", avait-il affirmé.

L'attentat à l'ambulance piégée dans le centre de Kaboul a semé la terreur et la désolation dans l'un des quartiers les plus animés de la capitale afghane.

Cet attentat, revendiqué par les talibans, a fait 103 morts et 235 blessés, selon le dernier bilan officiel.

Lundi, au moins 11 soldats sont morts dans l'attaque de l'Académie militaire d'Afghanistan à Kaboul, revendiquée, elle, par le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech).

YÉMEN: Les combats s'intensifient à Aden, 36 morts en deux jours

De violents combats ont de nouveau fait rage lundi entre forces séparatistes et gouvernementales dans la grande ville portuaire d'Aden, dans le sud du Yémen, faisant 36 morts en deux jours.

"Les affrontements ont fait 36 morts et 185 blessés en deux jours", a indiqué en soirée le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sur son compte Twitter.

Un précédent bilan de sources sécuritaires avait fait état de 24 morts, civils et combattants.

Les combats aux chars et à l'artillerie qui ont éclaté dimanche entre les séparatistes, partisans de l'indépendance du Yémen du Sud, et le gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi, viennent compliquer davantage le conflit au Yémen qui oppose depuis trois ans le pouvoir aux rebelles chiites Houthis.

Ces séparatistes étaient préalablement alliés à M. Hadi, mais la relation s'est tendue après le limogeage en 2017 par le président du gouverneur d'Aden, Aidarous al-Zoubaidi, qui a formé un Conseil de transition du sud, une autorité parallèle dominée par des séparatistes.

Le Yémen du sud était un Etat indépendant avant sa fusion avec le Nord en 1990.

Lundi soir, les combats se sont intensifiés, selon des sources de sécurité.

Les forces séparatistes n'étaient plus qu'à un kilomètre du palais présidentiel dans le quartier Krater et elles auraient pris deux camps militaires au nord de l'aéroport.

La coalition militaire arabe sous commandement saoudien, qui intervient au Yémen depuis 2015 en soutien au gouvernement Hadi, a appelé à un cessez-le-feu immédiat.

"La coalition renouvelle son appel à toutes les parties pour un cessez-le-feu immédiat et la levée de toute forme de combats", a-t-elle indiqué dans un communiqué cité par l'agence de presse saoudienne SPA.

Regrettant que les belligérants n'aient pas répondu à ses précédents appels au calme, la coalition affirme qu'elle prendra "toutes les mesures nécessaires pour restaurer la sécurité et la stabilité à Aden".

L'ONU a déclaré dans un communiqué que l'aéroport et le port d'Aden étaient fermés "jusqu'à nouvel ordre".

Selon l'agence gouvernementale Saba, le Premier ministre s'est réuni dans la nuit de dimanche à lundi avec d'autres membres du cabinet pour discuter "des développements militaires et des actes de sabotage ayant visé des installations gouvernementales".

Ces actes sont dirigés "contre la légitimité représentée par le président Hadi", a ajouté l'agence, soulignant que le gouvernement condamne "les hors-la-loi représentés par le Conseil du coup de force".

Le gouvernement, chassé de la capitale Sanaa en septembre 2014 par des rebelles Houthis soutenus par l'Iran, a établi son siège transitoire à Aden l'année suivante.

Une coalition arabe est intervenue au Yémen en mars 2015 en soutien au gouvernement.

ALGÉRIE-FRANCE

Evolution des négociations entre l'Algérie et la France sur les dossiers de mémoire

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni a affirmé, lundi à Tiaret, que les négociations entre les parties algérienne et française à propos des dossiers de la mémoire nationale algérienne sont à un stade avancé.

Lors d'un point de presse dans le cadre de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a souligné que ces négociations ont atteint un état d'avancement appréciable, annonçant des rencontres entre les délégations algérienne et française après l'achèvement de la préparation des dossiers.

Les déclarations des autorités françaises sont très rassurantes et il est attendu le traitement de ces dossiers par des spécialistes des deux pays, a-t-il déclaré.

Tayeb Zitouni a également signalé le lancement, dernièrement lors d'une réunion au niveau du ministère des Affaires étrangères avec le ministère des Moudjahidine, des procédures d'élaboration du contenu des dossiers concernant les disparus, les essais nucléaires au Sahara algérien, la récupération des crânes de choudhada et des archives nationales. Il a indiqué que l'Algérie présentera deux dossiers concernant les essais nucléaires au Sahara algérien durant la période coloniale. Le premier dossier concerne l'indemnisation des victimes après que la proposition française d'appliquer la loi Morin n'a pas permis d'indemniser les victimes. Le deuxième concerne les indemnisa-

tions des dégâts environnementaux provoqués par les radiations nucléaires dans tout le Sahara et son extension au nord du Sahara.

En outre, le ministre a fait savoir que la partie française prépare une loi qui permettra aux autorités algériennes de récupérer les crânes de choudhada, soulignant que les dossiers soulevés sont complexes et sensibles nécessitant une persévérance dans les positions de l'Etat algérien et ses revendications légitimes afin de parvenir à des résultats à la hauteur des aspirations du peuple algérien concernant l'aspect historique. Par ailleurs, M. Zitouni a indiqué que son département a chargé les instances concernées au niveau de chaque wilaya pour réaliser un film documentaire historique sur la guerre de libération dans la wilaya, en plus des missions confiées au Centre national de recherche sur le mouvement national et la révolution du 1er novembre 1954 pour la réalisation de documentaires et de longs métrages et enregistrer des témoignages vivants en collaboration avec le ministère des Moudjahidine, le Musée national du Moudjahid et les services concernés de la wilaya et centraux en consacrant des festivals et des

manifestations à ces œuvres sur l'histoire de la glorieuse révolution.

Le ministre a ajouté que toutes les statistiques relatives aux choudhada et moudjahidine, aux chefs de la révolution, aux concentrations, aux centres de torture, aux maisons et aux grottes où ont été tenues des réunions de la révolution et aux sites historiques et de mémoire sont mis au point et que le ministère de tutelle a consacré de grandes sommes pour leur restauration et leur réhabilitation, sur son budget ou dans le cadre de montage financier avec ministères et inter-wilayas et communes.

Tayeb Zitouni a présidé, dans la wilaya de Tiaret, un premier colloque national sur la guerre de libération nationale dans la poésie populaire, organisé par le ministère des Moudjahidine. Au siège de la direction des moudjahidine, il a insisté sur la décentralisation du traitement des dossiers de moudjahidine et ayants droit et leur prise en charge totale au niveau des wilayas après la numérisation dont a bénéficié le ministère à travers le raccordement électronique entre wilayas disposant des documents via un système numérique, afin d'épargner à la famille révolutionnaire les dépla-



cements au siège du ministère. Le ministre a présidé des cérémonies de baptisation de l'hôpital de jour au chef-lieu de wilaya au nom du chahid Kamel Bouchenafa dit Berrabah. Il s'est rendu aussi à Sougueur pour rendre visite au moudjahid et un des chefs de la wilaya historique V, Abdelkader Bennemou. Le programme de la

visite du ministre prévoit un récital poétique à la maison de la culture «Ali Maachi» de Tiaret, la présentation d'une opérette sur le poète chahid Hadj Hamdi Arslane par le théâtre régional de Médéa et une cérémonie en l'honneur des participants au colloque sur la guerre de libération nationale dans la poésie populaire.

TIARET

Le rôle de la poésie populaire dans l'écriture de l'histoire de la guerre de Libération nationale souligné



Les participants à un premier colloque national sur la guerre de libération nationale dans la poésie populaire, ont souligné lundi à Tiaret le rôle de cette expression artistique populaire dans l'écriture de l'histoire de la glorieuse guerre de libération.

Lors de ce colloque inauguré par le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, le docteur Khachab Sadek de l'université de Médéa, a affirmé que des «qacida populaires sont considérées comme documents d'archive contribuant à l'écriture de l'histoire de la guerre de libération nationale».

Dans sa communication intitulée «Contours de la révolution dans la poésie populaire», il a cité comme modèle la qacida «Hizb Ethouar» (parti des révolutionnaires) du chahid Hadj Hamdi dit «Ahmed Arslane» décrivant des noms de sites et des batailles livrées au colonisateur français.

Dr Mohamed Belil de l'université de Tiaret a évoqué, pour sa part, le rôle de la poésie populaire dans la résistance et la lutte armée en incitant au djihad pour le pays et en appelant le peuple à soutenir la guerre et le glorieux Front de libération nationale. La poésie populaire est

considérée comme une matière historique qui s'ajoute aux documents et témoignages pour l'écriture de l'histoire, a-t-il soutenu.

L'universitaire de Tlemcen, Dr Abdelkrim Lotfi a abordé le rôle de la femme poétesse dans la glorification des héros de la guerre de libération nationale, soulignant qu'elle a exprimé à travers des vers du Melhoun sa résistance et son refus du colonialisme et a décrit le combat du peuple algérien.

Les recommandations de ce colloque ont porté sur l'encouragement de thèses de licence, de master et de doctorat sur la poésie populaire et l'exploitation de ce patrimoine, par les instances dont le Centre national de recherche sur le mouvement national et la révolution de novembre, dans l'écriture de l'histoire.

Le programme de cette rencontre, organisée par le ministère des moudjahidine, a comporté des communications animées par des universitaires de Tiaret, Médéa et Tlemcen, des lectures poétiques par des poètes des wilayas de Tiaret et El Bayadh et la projection d'un film documentaire sur le chanteur chahid Ali Maachi.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SÉTIF

DAÏRA DE SÉTIF

COMMUNE DE SÉTIF

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

SERVICE DES MARCHÉS PUBLICS

MATRICULE FISCAL : 1901.0961011

N° 02/2018

Avis d'infirmité

Conformément à l'article 40 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations des services public.

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires qui ont participé à l'avis d'appel d'offres ouvert paru aux quotidiens AHLEM et DK News le : 31/10/2017 de l'opération suivante :

Acquisition de 6 chasses neige avec tous ses accessoires

CAUSE : aucune offre n'est déclarée conforme à l'objet du marché et au contenu du cahier des charges.

PHOTOGRAPHIE

Adel Boudeb, un photographe passionné de la nature et du patrimoine

La photographie porte toujours un message et défend une cause et celle qui ne le fait « n'en est pas une », tient souvent à répéter le jeune Adel Boudeb, passionné de photographie de la ville de Mila.

Milev semble coller au nom du jeune Adel, âgé de 36 ans, et reflète son attachement à son terroir riche tant par sa nature que par son patrimoine matériel et immatériel, explique-t-il en assurant que c'est cette nature enchantée qui l'a poussé et le pousse encore à découvrir ses multiples facettes, ses reliefs splendides, sa vie sauvage intacte par endroits.

Membre de l'Association nationale de protection de la vie sauvage, Adel affirme en connaissant que la wilaya de Mila compte 12 magnifiques pics de montagne dont le plus bas s'élève à 1.268 mètres au dessus du niveau de la mer et le plus haut, en l'occurrence Tamazghida, situé dans la commune de Tassedane Hedda, culmine à 1.600 mètres et autant de photos paysages à immortaliser.

La ville abrite aussi plusieurs lacs dont celui d'Ain Henach, nombre de cascades et de multiples grottes dont une nouvellement découverte à Tessala Lemtaï et attend d'être explorée.

C'est en flânant à la découverte des sites naturels de la wilaya que ce jeune a pénétré le monde de la photographie en 2008 pour, assure-t-il, exprimer un enchantement tou-



jours renouvelé devant la grandeur de la nature qui, tout en étant d'aspect d'apparence rude, demeure foncièrement et intrinsèquement belle, généreuse et bienveillante par ses terres fertiles et ses sources naturelles chaudes et bienfaites.

Adel compte à ce jour 33 participations à des salons et expositions nationaux sur la photographie. Sa plus récente consécration est le Prix de la meilleure exposition décroché lors du salon national de la photographie en décembre

2017. Pour ce jeune photographe, ses plus beaux souvenirs sont sa participation en 2010 au Festival de la photographie du patrimoine au Caire (Egypte), au 12ème festival arabe de la photographie d'Amman (Jordanie) en 2014, le 4ème salon international «oui à la paix, non à la guerre» en 2014 en Irak, le prix Sharjah (Emirats arabes unies) de la photo arabe en 2015 et 2016. Il a également participé à deux expositions tenues à New-York (Etats-Unis) en 2016 et 2017.

Dans ses photos, Adel s'inté-

resse surtout à mettre en valeur la beauté de la nature de la wilaya de Mila sous le titre «Découvre Mila» qu'il accole à toutes les photos publiées sur sa page sur un des réseaux sociaux. Il affirme avoir photographié 7 des 12 pics de Mila et envisage de réaliser prochainement un album photo de la wilaya.

Plutôt photographe de nature, Adel manifeste de plus en plus d'intérêt pour la photo du patrimoine et la richesse archéologique et historique de la wilaya de Mila offre à son objectif une gamme richement variée. Ambitieux à souhait, ce jeune envisage de constituer une archive de «pas moins de 70 %» du patrimoine immatériel (tenues traditionnelles à l'instar de la M'laya des femmes, métiers, mets traditionnels) de la région afin de le «préservé pour les futures générations». Pour y parvenir, Adel souhaite bénéficier du soutien des pouvoirs publics pour pouvoir toucher l'intégralité des communes de la wilaya. Manifestant beaucoup de sérieux et d'engagement envers sa passion, il se contente, pour l'heure, de «photographier son pain» en conduisant un autocar de transport de voyageurs.

SALON DU TOURISME ORAN :

250 exposants attendus au prochain Salon International du Tourisme SIAHA

La 9ème édition du Salon international du tourisme, SIAHA, se tiendra du 22 au 25 février prochain, au Centre des conventions d'Oran, avec la participation de 250 exposants, a-t-on appris des organisateurs.

Une participation étrangère est à relever lors de ce rendez-vous des professionnels du tourisme, des voyagistes et des équipements hôteliers.

La présence de la Tunisie, du Maroc, de l'Egypte, de la Turquie, de l'Espagne, de la Thaïlande, des Emirats Arabes Unis et de l'Inde est à signaler lors de ce salon, a précisé Nouredine Daoudi, directeur de l'agence Astra, organisatrice de l'événement.

Cette nouvelle édition est organisée sous le thème : Le tourisme, une valeur sûre pour le développement durable, sera l'occasion pour la promotion de la destination Algérie et la mise en valeur du potentiel national en matière de tourisme d'accueil, en plus de la présentation de certains grands projets d'investissement, récemment achevés ou en cours de réalisation à travers le territoire national.

Ce salon réunira des professionnels du secteur comme les agences de voyage, les tour-operators, les hôtels et chaînes hôtelières, les établissements financiers et d'assurances, les centres de loisirs, les écoles de formation aux métiers du tourisme, les compagnies de transport (air, mer, terre et rail), des concessionnaires de bateaux ainsi que des institutions publiques chargées de la gestion du secteur.

Un programme de conférences sera organisé en marge de l'événement abor-



dant plusieurs thèmes comme le tourisme durable, le revenu Management et les MICE en Algérie.

Pour ce dernier thème des MICE (meetings, incentives, conferencing and exhibition), il s'agit d'un type de tourisme que pratiquent les grands groupes au profit de leurs personnels ou de leurs clients.

Une table-ronde sur les investissements touristiques, avec la présence de plusieurs investisseurs, des visites guidées à Oran et ses environs, à Tlemcen et Beni-Saf, sont, par ailleurs prévues, dans le cadre de la promotion de la destination Algérie notamment. D'autre part, un

pavillon sera dédié au tourisme de santé (thalassothérapie, cures de bien-être, cures esthétiques et minceur, sources thermales, rééducation fonctionnelle,...), en plus d'un programme spécialement conçu pour la promotion du tourisme de santé, avec des conférences, présentations et démonstrations.

Un espace pour la promotion de la gastronomie algérienne, à travers des shows culinaires, séances de dégustations ainsi que des présentations des produits du terroir, sera ouvert en marge du salon faire de la gastronomie une partie intégrante du Tourisme, ajoute-t-on de même source.

TECHNOLOGIES

Facebook va mettre en avant les infos locales



Facebook va rendre plus visibles les informations locales sur le fil d'actualités de ses utilisateurs, d'abord aux Etats-Unis puis dans d'autres pays, nouvelle déclinaison de ses actions censées limiter la désinformation et les divisions au sein de la société.

"Des informations locales contribuent à créer une communauté, sur internet comme dans la vie", écrit le patron de Facebook Mark Zuckerberg sur sa page lundi, tentant ainsi une nouvelle fois de répondre aux critiques qui pleuvent sur le réseau.

Elles contribuent "à faire en sorte que le temps que nous passons sur Facebook est du temps de qualité", ajoute le jeune milliardaire, qui a promis en début d'année une série de mesures pour limiter la diffusion de la désinformation et pour améliorer le contenu de ce qui circule sur le réseau revendiquant deux milliards d'utilisateurs.

"A partir d'aujourd'hui, nous allons vous montrer davantage de publications provenant de médias situés dans votre ville, petite ou grande", précise le patron du réseau, qui ajoute que le changement intervient d'abord aux Etats-Unis avant d'être étendu à "plus de pays cette année".

Depuis le début de l'année, Facebook a déjà annoncé qu'il allait privilégier les publications des amis et proches des utilisateurs au détriment des sources plus institutionnelles (médias, marques...) puis qu'il allait demander aux usagers de l'aider à classer les sources d'information par degré de "fiabilité", une initiative qui a suscité un certain scepticisme, certains estimant que cela pourrait se révéler contre-productif.

Les critiques pleuvent depuis plus d'un an sur les réseaux sociaux, en particulier Facebook, accusés d'avoir laissé pulluler la désinformation-- en particulier pendant la campagne présidentielle américaine de 2016-- d'être dangereux pour la démocratie ou encore d'entretenir une addiction décebrante aux réseaux sociaux.

Le groupe communique désormais très fréquemment pour montrer son intention de réagir à ces critiques.

Programme de la soirée

TF1 21:00

Blacklist

Réalisateur : Bill Roe
Avec : James Spader, Megan Boone



Alexander Kirk entre en contact avec Elizabeth et lui offre une connexion vidéo pour qu'elle puisse voir Agnès jour et nuit. De son côté, Reddington met Liz sur les traces de Gaia, un écoterroriste d'une grande discrétion qui s'est donné pour mission de nettoyer la planète. Raymond pense qu'il pourrait la mener sur la piste de sa fille. Ressler et son équipe se lancent aussitôt aux trousses de ce solitaire aux méthodes atypiques.

France 2 23:30

La mort dans l'âme

Réalisateur : Xavier Durringer
Avec : Didier Bourdon, Hugo Becker



Maître Tristan Delmas, un jeune avocat très ambitieux, se retrouve face à un cas inédit : un homme, Marc Lagnier, s'accuse du meurtre de son fils qu'il adorait. Il refuse d'expliquer les raisons de son acte, insiste pour que la justice le traite en coupable sans chercher plus loin et classe le dossier. Mais Tristan, qui a été commis d'office pour défendre Marc, pressent que cette affaire est des plus complexes. Le juriste commence à fouiller dans les zones d'ombre de la famille Lagnier, rongée par les secrets.

France 3 20:55

Des racines et des ailes

MAGAZINE DE REPORTAGES
179 épisodes



La journaliste invite à découvrir les plus belles places de la capitale, du Carrousel du Louvre au Panthéon. Rive droite, l'Etoile, dominée par l'Arc de Triomphe, est le plus grand carrefour de la ville. Elle a été aménagée au XIXe siècle par le baron Haussmann. La Concorde est unique à Paris, bordée par l'Hôtel de la Marine, en restauration. Dans l'est de la capitale, trois espaces forment un triangle historique : la République, la Nation et la Bastille. Rive gauche, Saint-Germain-des-Près offre une institution : la brasserie LIPP avec son décor Art déco...

CANAL+ 20:00

Football / Coupe de la Ligue

MONACO (L1) / MONTPELLIER (L1)



Les Monégasques veulent remporter une des deux coupes nationales cette saison. Les coéquipiers de Keita Balde disputent donc, ce soir, un des matchs les plus importants de leur saison face aux Héraultais. Devant leur public, les joueurs de Leonardo Jardim partent favoris pour disputer une deuxième finale consécutive. Ils devront toutefois se méfier des solides Montpelliérains emmenés par Vitorino Hilton qui encaissent peu de but cette saison. Par ailleurs, l'équipe dirigée par Michel Der Zakarian réussit bien face aux cadors. En témoigne la victoire (4-1) acquise face à l'Olympique Lyonnais en huitièmes de finale.

6 21:00

Top chef

TÉLÉRÉALITÉ 9 saisons / 103 épisodes



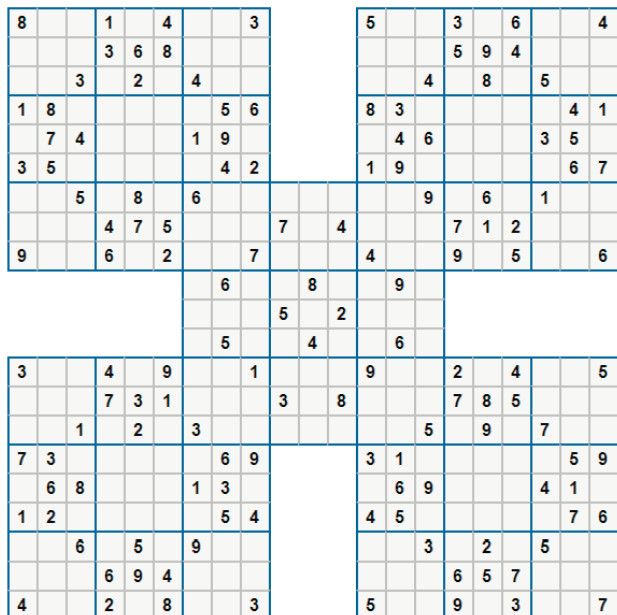
Pour cette neuvième saison, la guerre des brigades reprend avec le jury composé de Jean-François Piège, Hélène Darroze, Michel Sarzan et de Philippe Etchebest. Lors de ce premier épisode, les chefs vont devoir constituer leur équipe de cuisiniers. Ils rencontrent quinze candidats qu'ils vont tester au travers d'épreuves originales. Ceux-ci devront confectionner un dessert gourmand à base de légumes, préparer un plat dont le cœur surprise sera révélé à la découpe ou encore revisiter le poulet basquaise en version gastronomique. Douze d'entre eux sont retenus.

Jeux

Samourai-Sudoku n°1785

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

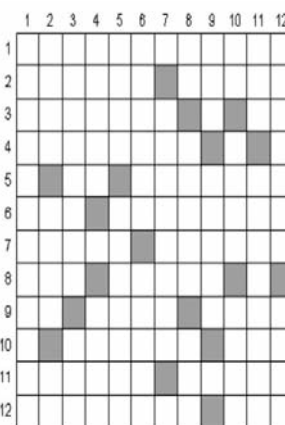


"Le premier des droits de l'homme est celui de pouvoir manger à sa faim."

* Franklin Delano Roosevelt

Mots croisés n°1785

- Verticalement :**
1. Etrangement du gland de la verge par le prépuce
 2. Charrue - Airelle canneberge
 3. Ville de la République tchèque - Infinitif
 4. Eléments minces dont la tranche est utilisée pour le revêtement d'un âtre
 5. Dysprosium - Filet de pêche
 6. A fait du tort à qq - Chanceluse
 7. Nom de deux pharaons de la XIXe dynastie - Chute de la paupière supérieure
 8. Interjection - Bourgeon secondaire situé sur le côté du bulbe de certaines plantes
 9. Négation - Civière - Panorama
 10. Travailler dur - Titre d'honneur chez les Britanniques
 11. Engendrer qqch - Appuyer
 12. Se dit d'un mot qui n'est pas nécessaire au sens de la phrase - Vieux
- Horizontalement :**
1. Ancien procédé de séparation de l'argent et du plomb par lixiviation
 2. Imitation des premiers sons émis par un bébé - Rivière du Zaïre - Ancien Théâtre national populaire
 3. Cardinal français - Auteur compositeur et chanteur belge
 4. Intercède auprès de Dieu - Prêtre
 5. Divinité lunaire, infernale et marine de la mythologie grecque
 6. Casque
 7. Poète tragique grec
 8. Qui est à moi - Ville de Grèce - Rassemblement du peuple français
 9. Enlève - Grand, gros
 10. Qui est à lui - Oie mâle - Né
 11. Dans le lieu où l'on se trouve - Actions inconsidérées
 12. Débarrasse une culture de ses mauvaises herbes - Vitesse



dauphin	↓	annonces d'ennuis	↓	accompli	↓	campa- gnarde	↓	mémoire vive mais abrégée	↓	formes du culte plat viet- namien	↓	vive	↓
inutile	↓	portions	↓	thymus du veau	↓			meneur d' équidés petits cloportes	↓			inaugura	↓
couteau de poche	→					liasse de papier	→						
broieras	↓					sillon	↓			plaines lunaires flatueu- ses	→		
résumé de liste princi- pale	→			très savante	→					partie de partie texte de loi	→		
	↓			inscriras	↓							négation	→
												très critiqué	↓
grand voilier		étable à cochons	→					manteau de laine	→				conges- tion
	↓	défraichi						plaisante	↓				↓
			double règle	→		adminis- treras	→						
boîte à bulletins parlerait fort	→		issue	↓		existence	↓						
	↓				examen médical pierre fine	→							
												réserver	↓
										parvien- dra	→		
										provoque	↓		
marraine de conte	→	coûteuse cause de bouchon stimulera	↓					beignets lyonnais note de musique	→				
	↓												
			siècle de société	→		petit sac	→						
			nobles	↓		riches parures	↓						
	→		person- nel	→						prince troien travail- leras	→		
détourne	↓	oxyder		affuble	↓								chère
	↓							éculé ceinture de kimono	→			drame japonais faute de frappe	→
tribunal religieux	→				appel urgent narine de cétacé	→				rognon cool mais oriental	→		
brève	↓					curieuse	→						
						unité agraire	↓						
conteste	→			illusoire	→								
ravir	↓			futur taurillon	↓							général sudiste	↓
								étréint	→				épice indienne
								canton d'Alt Dorf	↓				
manoir de Hamlet aurochs	→									forte presse point de la rose	→		
	↓			c'est l'astate	→		barbants	→					
difficile	→					bécot	→					vieille copine	→

Solution

*C'est arrivé un
31 janvier*

Sudoku n°1784

2	9	1	6	5	4	8	7	3
7	4	8	3	1	2	5	9	6
6	6	3	8	9	7	1	4	2
4	3	2	6	1	7	5	2	3
8	3	2	9	6	8	7	5	1
1	5	7	4	2	3	9	8	6
3	1	4	5	8	9	6	7	2
7	6	5	2	4	1	3	8	9
8	2	9	7	3	6	4	1	5

4	1	3	2	9	7	5	8	6
5	8	9	1	4	6	3	7	2
7	6	2	8	3	5	9	4	1
2	7	5	9	6	4	1	3	8
6	8	9	1	3	2	7	5	4
5	6	7	8	1	5	9	3	4
3	1	4	5	8	9	6	7	2
7	6	5	2	4	1	3	8	9
8	2	9	7	3	6	4	1	5

5	3	1	4	8	7	2	9	6
9	4	6	3	2	1	8	7	5
2	7	8	6	5	9	4	1	3

6	4	3	1	9	7	8	5	2
1	2	9	5	3	8	7	4	6
7	1	2	6	9	4	5	8	3
3	6	2	7	5	4	9	1	8
4	7	8	6	1	9	2	3	5
9	5	1	3	8	2	4	7	6
2	1	4	9	6	5	3	8	7
7	3	5	8	4	1	6	2	9
8	9	6	2	7	3	5	4	1

2	9	6	1	8	4	5	3	7
5	8	9	1	4	6	3	7	2
7	6	2	8	3	5	9	4	1
2	7	5	9	6	4	1	3	8
6	8	9	1	3	2	7	5	4
5	6	7	8	1	5	9	3	4
3	1	4	5	8	9	6	7	2
7	6	5	2	4	1	3	8	9
8	2	9	7	3	6	4	1	5

5	3	1	4	8	7	2	9	6
9	4	6	3	2	1	8	7	5
2	7	8	6	5	9	4	1	3

6	4	3	1	9	7	8	5	2
1	2	9	5	3	8	7	4	6
7	1	2	6	9	4	5	8	3
3	6	2	7	5	4	9	1	8
4	7	8	6	1	9	2	3	5
9	5	1	3	8	2	4	7	6
2	1	4	9	6	5	3	8	7
7	3	5	8	4	1	6	2	9
8	9	6	2	7	3	5	4	1

4	1	3	2	9	7	5	8	6
5	8	9	1	4	6	3	7	2
7	6	2	8	3	5	9	4	1
2	7	5	9	6	4	1	3	8
6	8	9	1	3	2	7	5	4
5	6	7	8	1	5	9	3	4
3	1	4	5	8	9	6	7	2
7	6	5	2	4	1	3	8	9
8	2	9	7	3	6	4	1	5

5	3	1	4	8	7	2	9	6
9	4	6	3	2	1	8	7	5
2	7	8	6	5	9	4	1	3

6	4	3	1	9	7	8	5	2
1	2	9	5	3	8	7	4	6
7	1	2	6	9	4	5	8	3
3	6	2	7					

SAINTLAURENT
CISEAUX■BRAI
LEONINES■ETE
E■DELERUE■AR
ROY■LEAN■ETC
ERNEE■IN■NOE
NIAT■U■AVRIL
CYMAISE■AIRE
HAI■BANC■CET
Y■QUE■LOCHS
MOURRAIT■I■A
EZE■ETAYERAS

J	E	S	M	I	S	A	N	E	C	E
P	T	R	A	D	E	O	R	I	T	E
N	C	R	A	M	A	D	E	S	A	T
U	N	A	C	C	E	N	T	S	Q	U
F	S	J	E	A	B	E	R	S	E	P
L	A	T	E	S	T	E	N	T	E	R
E	R	A	M	E	S	E	D	O	S	E
A	R	I	R	E	S	I	N	C	L	E
E	B	R	H	I	N	S	L	I	N	G
E	B	R	H	I	N	S	A	V	E	N
O	B	C	H	E	S	M	A	S	I	N
C	H	E	S	M	A	S	I	N	G	E
D	M	E	S	A	T	E	R	S	E	P
E	M	A	S	I	N	G	E	S	A	T
M	A	S	I	N	G	E	S	A	T	E
C	R	E	S	A	T	E	R	S	E	P

- Nauru : Fête nationale et Fête de l'Indépendance, commémore la fin de la coloni-

pendance, commémore la fin de la colonisation australienne en 1968.

JAJ 2018/PRÉPARATIFS: Les chefs de mission "satisfaits" de l'état des structures sportives, «inquiets» des lieux d'hébergement

Les chefs de mission des délégations devant participer à la 3e édition des Jeux africains de la jeunesse (JAJ) d'Alger (du 19 au 28 juillet) ont exprimé lundi leur «satisfaction» des structures sportives qui abriteront l'évènement sportif continental l'été prochain.

«Après deux jours d'inspection, je suis très satisfait de l'état des infrastructures. Je pense qu'aujourd'hui personne ne se pose la question sur la capacité de l'Algérie pour accueillir ces jeux. L'ensemble des chefs de mission présents ici sont heureux de ce qu'il ont vu. Maintenant on doit continuer à travailler avec le comité d'organisation pour finaliser les sites qui vont accueillir chaque sport et les athlètes en juillet prochain», a indiqué à l'APS, le conseiller technique de la l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA), Diamil Faye, à l'issue de la visite des chefs de délégations au stade communal, le village des artistes de Zeralda, les cités universitaires de Ouled Fayet 2 et 3 ainsi que le stade du 5 juillet.

«Le plus gros travail qui nous reste c'est le travail de proximité avec le comité d'organisation pour faire en sorte que l'organigramme soit mis en place le plus rapidement possible et qu'on se mette ensemble au travail dans une collaboration effective pour pouvoir accueillir l'Afrique. Je pense que l'Algérie sera plus que prête car son avantage c'est qu'elle n'a pas à construire d'autres infrastructures. Les sites qui abriteront l'évènement sont là, il faut juste suivre la rénovation



et être prêts au moins un mois avant le coup d'envoi des jeux», a ajouté le même responsable.

Pour sa part, le directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Alger, Tarak Krach a estimé que les chefs de mission sont «satisfaits» de l'état actuel des infrastructures qui devront abriter ce rendez-vous sportif africain.

«Aujourd'hui, nous avons eu l'honneur de visiter quelques sites qui devraient accueillir les jeux. Les chefs de mission présents nous ont posé plusieurs questions lors de nos visites et ils ont trouvé les bonnes réponses. Ils sont satisfaits de ce qu'ils ont vu. Nous allons continuer à travailler pour être prêts pour le jour J», a précisé Krach.

Point d'interrogation sur les lieux d'hébergement

En revanche, les chefs de mission des délégations africaines présents à Alger depuis dimanche pour une réunion de coordination, ont soulevé un certain nombre d'interrogations au sujet des lieux d'hébergement. Deux lieux d'hébergement ont été visités lors de cette deuxième journée.

Il s'agit des cités universitaires de Ouled Fayet 2 et 3 ainsi que le village des artistes à Zeralda. «Nous avons une idée sur le lieu d'hébergement mais ne devons discuter avec le comité d'organisation pour choisir le bon. Le village des artistes a l'avantage d'être climatisé par rapport au deuxième lieu mais sa capacité est de 2500 lits

seulement. Les athlètes qui prendront part sont dans cette moyenne mais il ne faut pas oublier les officiels qui viennent. Concernant le deuxième lieu, je trouve qu'il est bien mais il y'a beaucoup de travaux à faire et il faut qu'il soit à temps», a fait savoir Diamil Faye. Pour sa part, le Tunisien Ridha Manai, membre du comité olympique tunisien a exprimé son souhait de voir les athlètes hébergés dans le même lieu.

«Sur le plan infrastructures c'est trop correcte, par contre le choix du lieu d'hébergement n'est pas encore fait. Parmi les deux lieux qu'on a visité, personnellement je préfère le village des artistes même s'il est situé un peu loin par rapport au site de la compétition. Il faut savoir que dans ce genre d'évènement il est important de regrouper les athlètes dans le même lieu. Nous allons discuter avec le reste des chefs de mission et les représentants algériens pour en décider», a déclaré à l'APS, Ridha Manai.

La troisième édition des JAJ est qualificative pour certaines disciplines aux jeux Olympiques de la jeunesse de Buenos Aires en Argentine (8-18 octobre prochain).

La première édition des JAJ s'est tenue au Maroc en 2010, et la deuxième a eu lieu au Botswana en 2014.

CYCLISME/ CAN-2018 (U 23):

Quinze pays dont l'Algérie annoncés à la 1^{re} édition au Cameroun

Quinze équipes de 15 pays dont l'Algérie devraient prendre part à la première édition de la Coupe d'Afrique des Nations de Cyclisme (U 23), appelée «Tour de l'Espoir UCI», prévue au Cameroun du 31 janvier au 4 février, rapporte mardi, la presse locale.

Organisé par la fédération camerounaise de Cyclisme (Fecacyclisme) et l'Union Cycliste Internationale, ce premier rendez-vous du genre verra la présence des cyclistes de l'Algérie, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, l'Erythrée, l'Éthiopie, le Maroc, le Mali, Maurice, l'Afrique du Sud, le Rwanda, la Tunisie, l'Égypte, le Cameroun (pays hôte) et le Vietnam (comme invité d'honneur), selon le journal Cameroun Tribune.

Le Tour étalé sur 421,3km, répartis en quatre étapes, sont deux en ligne et un critérium à Yaoundé et Douala, est une compétition initiée par l'Union cycliste internationale (UCI) et permettra aux deux premiers du Tour de représenter l'Afrique au Tour de l'avenir en France.

OUARGLA : Appel à revoir à la hausse les subventions pour faire face aux charges

La révision à la hausse des subventions allouées a été vivement souhaitée par de nombreux présidents de ligues sportives de la wilaya d'Ouargla, lors d'une rencontre consacrée lundi à l'examen de la situation des sports dans la wilaya et du programme de 2018. Les intervenants ont, lors de cette rencontre présidée par le directeur de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya, sollicité l'augmentation des subventions annuelles allouées au titre du fonds de promotion des initiatives de jeunes et de la pratique sportive de la wilaya, pour pouvoir faire face aux différentes charges. Ils ont estimé que cette subvention, jugée «insuffisante» et débloquée de manière «irrégulière», ne permet pas à de nombreux clubs de se déplacer, faute de moyens conséquents, entravant, ainsi, l'évolution de la pratique sportive dans la région. Le président de la ligue de boules de la wilaya, Sayad Bouzid, a affirmé que cette instance n'a pas bénéficié, en dépit des bons résultats obtenus dans différentes manifestations (de wilaya, nationales et internationales), de subventions annuelles ces trois dernières années, entravant ainsi ses activités et entraînant une réduction des clubs féminins de boules de sept (7) équipes à cinq (5) actuellement. Le DJS d'Ouargla a indiqué, pour sa part, que le secteur est prêt à aplanir les contraintes, y compris celles liées aux subventions, entravant les activités des ligues sportives. Les enveloppes pour l'actuel exercice sont disponibles, a affirmé Boubekour Chethouna, avant d'appeler les ligues concernées à arrêter des objectifs à court, moyen et long termes, dans leurs programmes d'action pour bénéficier des subventions annuelles.

APS

LE MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS, EL HADI OULD ALI : JAJ-2018 : «L'Algérie sera prête pour accueillir la compétition»

L'Algérie sera prête pour accueillir les Jeux africains de la jeunesse (JAJ-2018), prévus du 19 au 28 juillet à Alger, a assuré le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, lundi à Alger, lors de la clôture de la 1ère réunion de coordination des chefs de mission des délégations africaines qui a débuté dimanche. «L'Algérie et en particulier Alger, possède les infrastructures sportives et les moyens logistiques adéquats pour accueillir cet évènement de la jeunesse africaine. Après deux jours de visite, les chefs de délégations qui se sont rendus sur les sites retenus pour la compétition et l'hébergement des athlètes, ont donné des avis positifs malgré quelques imperfections que nous allons corriger d'ici la début de la compétition», a déclaré Ould Ali.

«En général, tous les sites sont prêts pour accueillir les athlètes. Il reste du travail à faire et nous nous attelons à fournir le maximum d'efforts pour être prêt le jour J», a-t-il ajouté.

Le ministre est également revenu sur la préparation des athlètes algériens qui a déjà débuté durant les vacances d'hiver à travers l'organisation de plusieurs camps d'entraînement sur tous le territoire national.

«Nos athlètes se préparent dans de très bonnes conditions. Nous avons pro-



grammé en coordination avec les Fédérations sportives nationales d'autres camps d'entraînements durant les vacances de Printemps, pour ensuite retenir la liste finale des athlètes qui participeront aux JAJ. Ces athlètes seront en stage permanent jusqu'au début de la compétition», a-t-il souligné.

De son côté, le représentant et coordinateur de l'ACNOA, Joao Costa Alegre, s'est dit «satisfait» de ces deux jours de travail, estimant que les préparatifs pour la 3e édition des Jeux africains de la jeunesse se déroulent dans les «délais».

«L'Algérie va très bien organiser les JAJ parce que c'est une nation qui aime le sport. Nous allons coordonner nos efforts pour la réussite de ces Jeux», a

déclaré Joao Costa Alegre. Une dernière séance de travail relative aux réponses et clarifications aux questions des chefs de délégation africaines se tiendra mardi matin, avec l'objectif d'apporter des réponses aux interrogations des participants, notamment celles concernant le transport des athlètes, les commodités au Village olympique (restauration, sanitaires, boutiques), ou encore les multimédias (résultats, tableau des médailles, réseaux sociaux). Les Jeux africains de la jeunesse est une compétition qui concerne les athlètes âgés entre 15 et 18 ans. La première édition des JAJ a été organisée à Rabat au Maroc en 2010, alors que la capitale Botswanaise, Gaborone, a abrité la 2e édition en 2014.

LIGUE 1 MOBILIS/ DISCIPLINE : Un match à huis clos pour la JS Kabylie et l'USM Blida, Hammar (ESS) suspendu un mois (LFP)



Les deux pensionnaires de la Ligue 1 Mobilis de football la JS Kabylie et l'USM Blida ont écopé chacun d'un match à huis clos, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel.

Les deux clubs en question ont été sanctionnés pour "jets de projectiles" entraînant une troisième infraction en plus d'une amende de 200.000 dinars, précise la même source.

La JSK et l'USMB qui luttent pour leur maintien en Ligue 1 vont devoir ainsi disputer leur prochain match à domicile sans leur public.

La JSK purgera sa sanction face au NA Hussein-Dey alors que l'USM Blida le fera face Paradou AC comptant pour la 19e journée prévue le week-end du 9 et 10 février.

Le joueur de l'USM Bel-Abbes Yahia Labani a écopé de cinq matchs de suspension fermes en plus d'une amende de 50.000 dinars pour "crachat envers adversaire" alors que le milieu offensif du CS Constantine Abdenour Belkheir a été suspendu deux matchs en plus de 30.000 d'amende.

La commission a prononcé également un mois de suspension pour le président de l'ES Sétif (Ligue 1) Hammar Hacène.

Elle a également laissé le dossier ouvert pour les matches: JS Saoura - ES Sétif comptant pour les 1/16es de finale de la Coupe d'Algérie et USM Blida - JS Saoura dans le cadre de la 18e journée du championnat de Ligue 1.

En Ligue 2, le CABB Arreridj et la JSM Skikda ont écopé d'un match à huis clos infligé par la commission de discipline de la LFP.

Le CABB a été reconnu coupable de "mauvaise organisation avec faits aggravants : agression de l'entraîneur du club visiteur", alors que la JSM a été sanctionnée pour "jets de projectiles et envahissement de terrain par les supporters entraînant l'arrêt momentané de la partie".

APS

CHAMPIONNAT D'ARABIE SAOUDITE (18^E JOURNÉE) : M'Bolhi signe sa première titularisation avec Al-Ittifaq

Le gardien international algérien Rais M'Bolhi, a signé lundi soir sa première titularisation sous les couleurs de sa nouvelle formation d'Al-Ittifaq, lors du match nul en déplacement face à Al-Batin (1-1), dans le cadre de la 18e journée du championnat saoudien de football.

Al-Ittifaq a ouvert le score à la 67e minute de jeu grâce à Abdelrahman Alobud avant que les locaux ne remettent les pendules à l'heure à la 90e minute par l'entremise du Brésilien Jorge Santos Silva.

A l'issue de ce résultat, Al-Ittifaq reste scotché à la 12e place au classement avec 16 points, synonyme de play-off de relégation.

M'Bolhi (31 ans) s'est engagé cet hiver avec la formation saoudienne pour un contrat de six mois, en plus d'une saison supplémentaire en option, en provenance du Stade Rennais (France) avec lequel il n'a joué un seul match en dix mois.

Plusieurs joueurs algériens évoluent dans le championnat d'Arabie saoudite à l'image de Nacreddine Khoualed et Mohamed Boulaouidet lesquels avaient signé à Ohod au mercato d'hiver, club dirigé par l'Algérien Nabil Neghiz, alors que le dernier venu est le milieu offensif Bra-



him Chenihi, signataire d'un contrat jusqu'en juin 2019 avec Al-Fateh. M'Bolhi (55 sélections) n'avait pas été sélectionné par

le sélectionneur des Verts Rabah Madjer pour les deux derniers matchs de l'Algérie contre respectivement le Nigeria (1-1 puis

3-0 sur tapis vert) en clôture des qualifications du mondial 2018 et en amical contre la Centrafrique (3-0).

LIGUE 1 DE MOBILIS/ USM EL-HARRACH : La piste de l'entraîneur Zemiti écartée

La direction de l'USM El-Harrach (Ligue 1 algérienne de football) n'a pas relancé ses discussions avec l'entraîneur Farid Zemiti, pour remplacer le Tunisien Hamadi Edou, limogé, a appris l'APS mardi auprès de l'intéressé.

"Je n'ai pas été relancé par la direction, après un premier contact que j'ai reçu du président du directoire Mohamed Laib. Je pense qu'il y'a eu beaucoup d'interférences à ce sujet et le club a fini par voir ailleurs", a affirmé Zemiti, qui se disait pourtant "prêt à relever le défi".

Hamadi Edou a été démis de ses fonctions dimanche, au lendemain de la défaite concédée à domicile face à l'Olympique Médéa (2-3) dans le cadre de la 18e journée du championnat, un revers qui fait scotcher le club à la 15e et avant dernière place au classement (16 points), synonyme de relégation.

Le club algérois aurait l'intention de confier la barre technique à Fouad Bouali, qui vient d'être limogé de la JS Saoura, battue lors de ses deux dernières sorties en déplacement face à l'US Biskra et l'USM Blida sur le même score (1-0).

L'USMH a débuté la saison en cours sous la conduite de Younes Ificen, avant que ce dernier ne jette l'éponge en septembre 2017, au terme de la défaite concédée en déplacement face à l'Olympique Médéa (1-0) comptant pour la troisième journée de la compétition.

Hamadi Edou, ancien entraîneur notamment du CS Sfaxien (Tunisie), est devenu le troisième entraîneur à "sauter" au terme de la 18e journée de Ligue 1 après Omar Belatoui (DRB Tadjenanet) et Fouad Bouali (JS Saoura).

LIGUE 1 MOBILIS : La FAF paye à la place de l'USMBA et lui évite des sanctions supplémentaires de la FIFA (dirigeant)

L'USM Bel Abbes est assurée de ne pas subir d'autres sanctions de la part de la Fédération internationale de football (FIFA) après que la Fédération algérienne de la discipline (FAF) ait régularisé deux anciens joueurs de l'équipe, selon Mohamed Aida, membre actionnaire du club de Ligue 1.

L'USMBA s'est déjà vue défalquer six points à cause de la plainte déposée à la FIFA par le joueur Jessy Mayele.

Un autre joueur au nom de

Dieumerici, a également interpellé l'instance mondiale pour être rétabli dans ses droits, rappelle-t-on.

"La FAF a accepté de payer à notre place les deux joueurs étrangers. Les procédures d'usage ont été faites lundi par le secrétaire général de la structure fédérale, soit avant le 31 janvier, l'ultimatum fixé par la FIFA", a déclaré Aida à l'APS.

L'instance fédérale que préside Kheirredine Zetchi va récupérer son dû transféré de son

compte en devises des prochaines rentrées d'argent de l'USMBA provenant des droits de télévision, a précisé le même dirigeant, tout en soulignant que l'administration du club a préparé un solide dossier à transmettre à la FIFA dans l'espoir de récupérer les six points défalqués en guise d'une première sanction il y'a de cela une dizaine de jours.

Avec 20 points au compteur, les "Vert et Rouge" de la Mekerra, qui restent sur une défaite à do-

micile contre le CS Constantine (2-1), tablent énormément sur la restitution des six unités retirées pour éviter toute mauvaise surprise en fin de saison.

Le directeur général du club, Kaddour Benayad, avait déclaré, vendredi passé, que la Chambre de résolution des litiges de la FIFA a donné des assurances à l'USMBA quant à la possibilité de lui restituer les six points en question si le club parvient à régulariser le joueur Mayele avant le 7 février prochain.

CHAMPIONNAT INTERRÉGIONS (GR. OUEST) : Le CR Temouchent bénéficiera de la totalité de ses recettes à domicile

La direction du CR Temouchent, dauphin du championnat inter-régions (Gr. Ouest) de football a paraphé une convention avec la direction du stade Omar-Ousif lui permettant de bénéficier de la totalité des recettes de ses matchs à domicile lors de la deuxième partie de la saison, a appris l'APS mardi de ce club.

La signature de la convention a eu lieu la veille en présence de Moncef Merabet, directeur de la jeunesse et des sports, l'instance propriétaire de cette infrastructure

aux 15.000 places, a-t-on précisé de même source.

Grâce à cette procédure, le CRT pourra désormais tabler sur une source de financement importante qui devrait lui permettre de régler beaucoup de ses problèmes.

Le club, qui vient de perdre le fauteuil de leader de son groupe au profit de la JSM Tiaret après la première journée de la phase retour jouée le week-end passé, a connu une trêve mouvementée marquée notamment par la démission du président Cheikh

Amine. Cette démission a été justifiée par l'intéressé par la crise financière qui secoue le club et l'absence de tout soutien de la part des autorités locales. Pour la direction du CRT, la balle est actuellement dans le camp des supporters censés remplir les gradins du stade Ousif, lors des prochaines rencontres afin de contribuer à l'amélioration de la situation financière de leur équipe qui mène une rude bataille pour s'adjuger le seul billet donnant accès au championnat amateur la saison prochaine.

LIGUE DE FOOTBALL PROFESSIONNEL : Said Allik "intéressé" par la présidence de la LFP

Le président du club sportif amateur de l'USM Alger Said Allik s'est dit "intéressé" par le poste de président de la Ligue de football professionnel (LFP), en remplacement de Mahfoud Kerbadj, dont la délégation de gestion des championnats a été retirée par la fédération algérienne (FAF).

"Je suis intéressé par ce poste, mais cela doit se faire selon des mécanismes précis.

Je suis président du CSA de l'USMA, et mon club doit me mandater pour présenter ma candidature", a affirmé à l'APS Said Allik.

L'instance fédérale a annoncé le 21 janvier dernier sa décision de retirer la délégation de gestion des championnats professionnels au conseil d'administration de la LFP "avec effet immédiat", conformément à l'article 20 de la convention qui lie la FAF et la LFP depuis juillet 2011. Un directoire

avait été installé le lundi 22 janvier par le président de la FAF. Il est composé d'Amar Bahloul et Larbi Oumamar, membres du Bureau fédéral, et Ali Malek président de la Ligue nationale du football amateur (LNFA).

L'assemblée générale ordinaire (AGO) de la LFP se tiendra durant la première quinzaine du mois de mars prochain, et sera suivie un mois plus tard par l'assemblée électorale. "Je me suis déjà intéressé au poste de président de la FAF (lors des élections de mars 2017, ndlr), mais l'USMA a préféré présenter un autre candidat. J'ai

quand même une certaine réputation à défendre, et je ne veux pas paraître en tant qu'un demandeur d'emploi", a ajouté Allik, qui avait également présidé l'USMA pendant plusieurs années avant de céder le pouvoir à Ali Haddad en 2010. Appelé à commenter les derniers événements survenus au niveau de la scène footballistique nationale, Allik a estimé que la dernière décision de la FAF "n'aurait jamais lieu d'être en cette période de la saison".

"Ce n'est guère le moment de retirer la délégation de gestion des compétitions de



la LFP, le football national n'a pas besoin d'être secoué de la sorte alors qu'il traverse déjà une période difficile.

L'idéal était de procéder à des changements juste après le départ de l'ancien président de la FAF (Mohamed Raouraoua, en mars 2017, ndlr) ou bien attendre la fin de la saison en cours", a-t-il souligné.

Elu en juillet 2011 à la tête de la LFP, Mahfoud Kerbadj a quitté l'instance chargée de la gestion de la compétition professionnelle alors que son mandat courait encore jusqu'en 2019.

La fédération guinéenne en quête d'un sélectionneur

La Fédération guinéenne (Feguifoot) a lancé un appel à candidatures pour le recrutement d'un nouveau sélectionneur pour le Syli, en remplacement de Lappé Bangoura, limogé en plein Championnat d'Afrique des Nations (CHAN-2018) qui se déroule au Maroc, rapporte médias locaux. "La décision de lancer l'appel à candidatures a été prise lors de l'assemblée ordinaire de la Feguifoot, le lendemain du limogeage de Bangoura", a indiqué le site Guinée.net, ajoutant que dans ses critères de recrutement, la fédération a mis en avant, l'exigence du haut niveau et que le lauréat "doit obligatoirement résider en Guinée et pouvoir parler correctement français (langue de travail)". Après le recensement des dossiers de candidatures dont la date butoir est arrêtée au 15 février prochain, les présélectionnés seront convoqués pour un entretien à Conakry. "57 postulants auraient déjà exprimé leur intérêt et quelques noms circulent dans la presse, à l'image du technicien Belge Paul Put, pourtant nommé récemment sur le banc du Kenya. Les locaux Bobo Baldé et Pablo Thiam feraient également partie des favoris", ajoute le Guinée.net. Le président de la Feguifoot, Antonio Souaré a déclaré que la Guinée ne recrutera qu'"un entraîneur qui a joué la finale ou remporté la Coupe d'Afrique des Nations, ou un entraîneur qui a fait ses preuves en Coupe du monde", ajoutant que l'objectif du nouveau sélectionneur sera, en premier lieu, de qualifier le Syli National à la phase finale de la CAN-2019, prévue au Cameroun. Engagée en éliminatoires de la CAN-2019, la sélection guinéenne partage la 1re place dans le groupe H, avec Centrafrique (3 points), grâce à leurs victoires, respectivement, en Côte d'Ivoire (2-3) et à domicile devant le Rwanda (2-1), après une journée de disputer. Lors de la seconde journée, la Guinée accueillera Centrafrique et la Côte d'Ivoire ira défier le Rwanda, le 7 septembre prochain. La Guinée a pris part à 11 phases finales de Coupe d'Afrique des Nations sans remporter le moindre titre. Par contre, le Syli National s'est classé en seconde position derrière le Maroc, lors de l'édition de 1976, disputée en Ethiopie.

COUPE D'ALGÉRIE (1/8E DE FINALES)/JS SAOURA : Djalit et Yahia Cherif aptes pour le choc face à l'USM Alger (club)

Les deux attaquants vedettes de la JS Saoura, Mustapha Djalit et Sid Ali Yahia Cherif, qui souffraient de blessures, sont opérationnels pour le match à domicile contre l'USM Alger, vendredi dans le cadre des huitièmes de finale de la coupe d'Algérie, a appris l'APS de la direction de la formation de Ligue 1 de football.

Les deux joueurs, qui ont inscrit ensemble 15 buts en championnat de Ligue 1 cette saison, ont repris normalement l'entraînement lors de la séance de lundi soir dirigée par l'ex-nouvel

entraîneur de l'équipe, Karim Khouda, informe-t-on de même source.

Yahia Cherif, le capitaine de la JSS, avait déclaré forfait pour le précédent match sur le terrain de l'USM Blida, soldé par une défaite (1-0) ayant sonné le glas au coach Foued Bouali, en poste depuis l'intersaison.

Pour sa part, Djalit a contracté une blessure au cours de cette rencontre, l'ayant contraint à faire l'impasse sur la séance de la reprise, avant de réintégrer le groupe lundi.

La JSS, intraitable à domicile où elle

n'a concédé jusque-là qu'un seul nul contre le MC Alger, espère se racheter de sa précédente contre-performance à l'occasion de ce rendez-vous de coupe face à une équipe revigorée de sa victoire en déplacement contre le DRB Tadjanet (3-0), et avec laquelle elle partage la deuxième place en championnat en compagnie aussi du MCA.

Lors des quarts de finale, le vainqueur du match JSS-USMA rendra visite au vainqueur de la rencontre USM Bel Abbès-US Biskra.

CHAMPIONNAT DU QATAR : L'Algérien Hamroun meilleur joueur du mois de janvier

L'international algérien d'Al-Sadd Jugurtha Hamroun a été élu meilleur joueur du championnat qatari de football de première division pour le mois de janvier, a indiqué la Fédération hier sur son site officiel.

L'attaquant algérien s'est fortement distingué en janvier avec notamment quatre buts inscrits et deux passes décisives en trois matchs disputés, précise la même source.

Hamroun avait contribué au large succès de son équipe contre Al-Saiyia (6-0) lors de la 13e journée avec à la clé deux buts avant de récidiver contre Al-Gharafa (4-0) avec un

autre doublé et deux passes décisives. L'ancien joueur de la JS Kabylie forme avec son compatriote Baghdad Bounedjah un duo d'attaque redoutable pour les défenses adverses.

Agé de 29 ans, Hamroun avait été prêté par le Steaua Bucarest (Roumanie) au club Qatari en 2016 peu avant que les dirigeants qataris ne décident de lever l'option d'achat avec un contrat jusqu'en 2019.

Al-Sadd occupe la deuxième place au classement avec 34 points à deux longueurs du leader Duhail (36 pts).



FOOTBALL/ITALIE: Un mois d'absence pour l'ailier de la Juventus Cuadrado

L'ailier colombien de la Juventus Turin Juan Cuadrado a été opéré d'une pubalgie et sera absent environ un mois, a annoncé hier le club italien.

Selon la Juventus, Cuadrado souffrait depuis quelque temps d'un "symptôme

pubalgique". Il a été opéré ce mardi à Munich et la période de convalescence est estimée à "environ 30 jours". Cuadrado manquera donc le 8e de finale aller de Ligue des champions de la Juventus face à Tottenham, prévu le 13

février à Turin. Cette saison, le Colombien a marqué quatre buts et donné cinq passes décisives en 20 matches disputés avec le club turinois.

TRANSFERT:

Le Français Laporte signe à Manchester City

Le défenseur français Aymeric Laporte, qui a quitté lundi l'Athletic Bilbao, s'est engagé jusqu'en 2023 avec Manchester City, renforçant ainsi les ambitions du leader de la Premier League, a annoncé mardi le club anglais. Selon la presse, le montant du transfert du joueur de 23 ans s'élèverait à 65 millions d'euros,

un record pour City qui a tweeté "renforcements défensifs acquis", et le deuxième plus important pour un défenseur après la signature du Néerlandais Virgil Van Dijk en faveur de Liverpool pour 84 M. Après avoir recruté cet été Kyle Walker (57 M EUR à Tottenham) et Benjamin Mendy (58 M EUR à Monaco), sans

oublier John Stones (55 M EUR) l'été précédent ou Eliakim Mangala (54 M EUR) en 2014, le leader de Premier League recrute encore un défenseur pour une somme colossale en vue de renforcer des ambitions autant domestiques qu'euro-péennes. Laporte, convoqué plusieurs fois avec les Bleus, avait annoncé son départ de

Bilbao lundi, expliquant sur Twitter: "Ici, je laisse un club unique, différent et que je n'oublierai jamais." Né à Agen et arrivé à 15 ans au Pays basque, c'est un gaucher technique et solide (1,91 m, 85 kg) qui a porté le maillot français plus de cinquante fois dans les catégories de jeunes, jusqu'à devenir capitaine des Espoirs.

TRANSFERTS : 6,37 milliards de dollars dépensés en 2017, un nouveau record (Fifa)

6,37 milliards de dollars ont été dépensés dans les transferts internationaux effectués en 2017 partout dans le monde par les clubs de football professionnels, a annoncé la fédération internationale de football (Fifa) ce mardi. Le rapport a été réalisé par Global Transfer Market de la Fifa, qui fournit un aperçu général des transactions internationales en 2017, où de nouveaux sommets en termes de transferts ont été atteints, soit 32,7% de plus qu'en 2016. Un autre record : 15 624 transferts internationaux, impliquant 13 415 joueurs issus de 181 pays, ont été effectués, soit 6,8% de plus qu'en 2016. 15,8% des transferts comportaient une indemnité, précise l'instance mondiale sur son site officiel. "L'augmentation significative des dépenses en termes de transferts est due aux mouvements au sein de l'élite du football de clubs mondial à environ deux tiers, soit 67,4%, du montant total concerne cinquante clubs de treize associations", explique la Fifa. Les données figurant dans le rapport Global Transfer Market sont issues du système de régulation des transferts internationaux utilisé par les 211 associations membres de la Fifa, dont l'Algérie, et par 7 000 clubs professionnels pour le transfert international de joueurs professionnels.

CARRASCO EN POLE POUR LE JUVE !

Suite à la blessure de Juan Cuadrado, la formation de la Juventus Turin serait à la recherche d'un joueur de couloir offensif. Selon Tuttosport, les dirigeants Bianconeri seraient entrés en discussions avec l'Atletico Madrid pour Yannick Carrasco. Egalement dans le viseur d'Arsenal, l'international belge pourrait disposer d'un bon de sortie contre un chèque de 40 millions d'euros. Le club turinois pourrait négocier un prêt avec une option d'achat obligatoire.



DZEKO bientôt à Chelsea ?

Edin Dzeko à Chelsea, cela semble n'être plus qu'une question de temps. Rien n'est encore signé mais tout porte à croire que ce transfert devrait aboutir.

Selon Sky Italia, la Roma et les Blues négocient les derniers détails de cette opération, dont les bonus, que la chaîne italienne estime à 10 M€. Pour faire venir l'attaquant bosnien, les Anglais devraient déboursier 50 + 10 M€ et verraient également Emerson Palmieri arriver. Tout le monde semble donc d'accord pour voir les deux joueurs évoluer en Premier League très rapidement.

Vidal veut quitter le Bayern

Très chaude avant le mercato, la piste Arturo Vidal a longtemps semblé être l'objectif numéro 1 de Chelsea.

Les médias allemands, évoquant les difficultés du Chilien avec son nouvel entraîneur Jupp Heynckes, ont à l'époque expliqué que le joueur souhaitait partir. Plus tard, les rumeurs faisaient état d'un véritable pont d'or offert par les Blues qui tripleraient le salaire de l'ancien de la Juve, et déboursaient 40 M€ pour boucler sa venue. Mais la piste a rapidement été refroidie par les dirigeants bavarois qui ont affirmé que leur joueur resterait au Bayern cet hiver. Néanmoins, la donne pourrait changer dans quelques mois. En effet, Bild révèle que le Bayern Munich serait aujourd'hui ouvert à l'idée de laisser partir le joueur cet été. Les Bavarois ont bouclé l'arrivée du jeune Léon Goretzka pour juin prochain, aussi la présence du Chilien de 30 ans dans l'effectif deviendra beaucoup moins indispensable. Selon le quotidien allemand, Manchester United et Chelsea devraient de nouveau se livrer bataille pour le joueur.

Hazard dans le viseur d'Arsenal

Régulièrement annoncé dans le viseur du Real Madrid, Eden Hazard (27 ans, 31 matchs et 12 buts toutes compétitions cette saison) plaît aussi beaucoup à Manchester City. Selon le Mirror, les Skyblues pourraient s'attaquer à l'ailier belge de Chelsea l'été prochain afin d'oublier Alexis Sanchez, finalement parti à Manchester United. Le tabloïd évoque une possible offre de 170 millions d'euros pour convaincre les Blues. Malgré une prolongation attendue, on devrait régulièrement entendre le nom de l'ancien Lillois dans la rubrique des transferts d'ici l'été prochain.



SUBOTIC : « JE SUIS VRAIMENT HEUREUX DE REJOINDRE L'ASSE »

« Je suis vraiment très heureux de rejoindre l'ASSE. J'ai parlé avec Pierre-Emerick Aubameyang, avec Loïc Perrin, également, avec le coach. Les discussions se sont très bien déroulées. Ces derniers jours, j'étais dans l'attente, mais aujourd'hui je sais que mon futur s'inscrit avec l'ASSE », a-t-il lancé avant de dévoiler ses qualités : « Je suis un combattant, j'aime me battre ». Concernant sa forme, Neven Subotic se dit « apte » : « Je connais la grande histoire de ce club, son riche passé. Je sais aussi que le championnat français est très athlétique. Physiquement, je suis apte, prêt à tout donner ici, à Saint-Étienne ».

Sterling prolongé !

Après avoir officialisé les prolongations de contrat de Nicolas Otamendi, Fernandinho et Kevin De Bruyne, Manchester City s'attaque désormais à la situation de Raheem Sterling. Si l'on en croit le Daily Mirror, les Citizens souhaitent offrir un contrat à long terme à l'ailier anglais de 23 ans, même si les pourparlers n'ont pas encore débuté. Actuellement lié jusqu'en 2020 avec le pensionnaire de l'Etihad Stadium, l'ancien joueur de Liverpool réalise une très grosse saison avec 14 buts en 22 rencontres de Premier League.



ALGÉRIE - UNION AFRICAINE Fin des travaux du 30^e sommet de l'UA

Les travaux de la 30^{ème} session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) se sont achevés lundi avec l'engagement des dirigeants africains à poursuivre les réformes institutionnelles et à renforcer l'unité du continent.

A la clôture des travaux du sommet, ayant pour thème "Remporter la lutte contre la corruption : une voie durable pour la transformation de l'Afrique", le nouveau président en exercice de l'UA, le rwandais Paul Kagame, a réaffirmé sa volonté de poursuivre le processus des réformes institutionnelles de l'organisation panafricaine.

Il a également exprimé sa détermination à œuvrer en faveur de l'intégration africaine pour encourager le développement du continent. D'autres décisions ont, en outre, été adoptées, lors de cette 30^{ème} Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement notamment celle concernant le conflit au Sahara occidental.

Ainsi la Conférence a adopté par consensus une décision de soutien à la relance du processus de négociation entre le Maroc et la République arabe sahraïenne démocratique (RASD) en vue de parvenir à une solution durable au conflit du Sahara occidental qui soit conforme à la lettre et à l'esprit des décisions pertinentes de l'ex-Organisation de l'Unité africaine (OUA), de l'Union africaine (UA) et des Nations unies.

Le Premier ministre Ahmed Ouyahia, a pris part à cette 30^{ème} session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, en sa qualité de représentant du président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

ALGÉRIE-HONGRIE: Pour la mise en œuvre du mémorandum d'entente dans le domaine du Tourisme

Le ministre du Tourisme et de l'artisanat, Hassen Mermouri a reçu lundi à Alger, l'ambassadrice de la Hongrie à Alger Helga Pritz, avec laquelle il a évoqué les relations entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, M. Mermouri et la diplomate hongroise ont passé en revue l'état des relations entre les deux pays, affirmant l'importance de la mise en œuvre du mémorandum d'entente dans le domaine du tourisme, signé lors des travaux de la 2^e session de la commission mixte algéro-hongroise qui s'est tenue à Alger les 4 et 5 décembre 2017", a précisé le communiqué.

Les deux parties ont affirmé leur volonté de renforcer les relations de coopération dans le domaine du tourisme en vue d'établir un partenariat mutuellement bénéfique "Dans ce cadre, Mme.

Pritz s'est félicitée de la qualité des relations bilatérales", affirmant que "l'Algérie recèle des ressources naturelles et touristiques qui la distinguent des autres pays". Elle a en outre rappelé "la demande croissante des touristes hongrois sur la destination Algérie qui était l'une de leurs destinations préférées dans les années 70", indiquant que le vol direct Alger-Budapest qui demeure l'unique ligne desservant le grand Maghreb et l'Europe centrale "a permis de créer une dynamique entre les deux pays, enregistrant, un an après son lancement, plus de 10.000 passagers".

M. Mermouri a souligné de son côté "la nécessité de lancer des activités pratiques entre les deux pays en matière de tourisme, en attendant d'élaborer le plan exécutif du mémorandum et former des groupes de travail pour la mise en œuvre de ses dispositions, à travers la coopération entre les opérateurs et tous les professionnels du secteur.

L'ambassadrice de la Hongrie a invité, à cette occasion, les professionnels algériens du tourisme à participer au Salon international du tourisme 2019, où l'Algérie sera invitée d'honneur.

A son tour, M. Mermouri a invité la Hongrie à participer à la 19^e édition du salon international du tourisme 2018.

APS

ALGÉRIE - RUSSIE Le Président Bouteflika reçoit le secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu hier à Alger le Secrétaire du Conseil de Sécurité de la Fédération de Russie, Nikolai Patrushev, en visite en Algérie.

L'audience a eu lieu en présence du général de Corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, Vice-ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) et du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel.

M. Patrushev a entamé mardi sa visite de deux jours en Algérie à la tête d'une forte délégation composée de hauts responsables représentant les différentes institutions russes.



ALGÉRIE - BELGIQUE Le ministre belge des Affaires étrangères entame une visite de travail en Algérie

Le vice-Premier ministre, ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, a entamé mardi une visite de travail de deux jours en Algérie.

Il a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediène, par le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel.

Les entretiens entre les deux parties porteront sur l'évaluation de l'ensemble des domaines de la coopération bilatérale, l'examen

des moyens de la densification des échanges et du renforcement du partenariat économique bilatéral.

Les questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment la situation dans la région du Sahel, en Libye, au Proche-Orient, dans la sphère méditerranéenne, ainsi que les questions de la migration et de la lutte contre le terrorisme, seront également abordées lors de ces entretiens.



M. Messahel tient une séance de travail avec son homologue belge

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a tenu, hier à Alger, une séance de travail avec le vice-Premier ministre, ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders.

La séance de travail s'est déroulée au siège du ministère des

Affaires étrangères en présence des membres des deux délégations.

Le ministre belge des Affaires étrangères avait entamé peu auparavant une visite de travail de deux jours en Algérie à l'invitation de M. Messahel.



La Belgique veut renforcer ses relations politiques et économiques avec l'Algérie (MAE)

Le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères de Belgique, Didier Reynders a exprimé, hier à Alger, la volonté de son pays à renforcer ses relations avec l'Algérie, notamment dans les domaines politique et économique.

Dans une déclaration à la presse à son arrivée à l'aéroport international Houari Boumediène, M. Reynders a souligné la volonté de la Belgique à "renforcer ses relations bilatérales avec l'Algérie, notamment en matière de consul-

tations politiques et de coopération économique".

Il a précisé, à cet effet, que cette visite devra permettre "d'échanger les points de vues sur nombre de questions d'intérêt commun, notamment la lutte contre le terrorisme et la radicalisation, les problèmes migratoires, ainsi que la situation dans la région du Sahel, en Libye et au Mali, ainsi qu'au Proche-Orient".

Sur le plan économique, M. Reynders

a mis l'accent sur la volonté de la Belgique de renforcer sa coopération avec l'Algérie, notamment, dans les secteurs du commerce et du transport, avec la possibilité d'améliorer la destination touristique vers l'Algérie en densifiant les transports aérien et maritime.

"Il s'agit d'une visite qui va être assez dense, avec l'espoir qu'elle permettra de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays", a-t-il souligné.

Le ministre belge des Affaires étrangères se recueille à la mémoire des martyrs de la guerre de Libération nationale

Le vice-Premier ministre, ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, s'est recueilli, hier au sanctuaire des martyrs à Alger, à

la mémoire des martyrs de la glorieuse Guerre de libération nationale. Le ministre belge a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémora-

tive et observé une minute de silence à la mémoire des martyrs de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954. Le ministre belge des Affaires étrangères

avait entamé peu auparavant une visite de travail de deux jours en Algérie à l'invitation du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel.